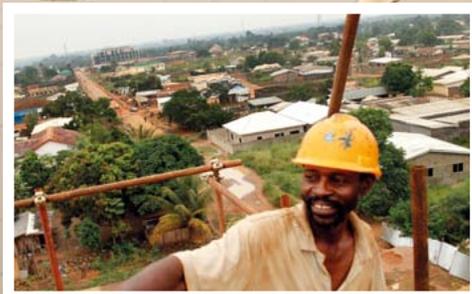




INTERVIEW : Jean-Jacques Bouya * ENTREPRISE : Africa Solaire * INTÉGRATION : pont sur le Congo * RETOUR À Moundzéli

Poursuivre les investissements, malgré la conjoncture

*Continue investments,
despite the economic
climate*



MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE Ouesso : les mutations en route

*ACCELERATED MUNICIPALISATION
Ouesso: transformation underway*

De l'eau pour tous les Congolais
Water for All in Congo

BUILD AFRICA
Retour sur 3 projets boostés par le Forum
*BUILD AFRICA Update on 3 projects
boosted by the Forum*

L'ACCÈS À LA PERFORMANCE ET À LA TECHNOLOGIE



SOMMAIRE CONTENTS

Préface de Denis Sassou N'Guesso 04	Preface by Denis Sassou-Nguesso 04
Président de la République Une bataille qui ne connaîtra aucun répit	President of the Republic of Congo A continuing quest with no respite
Édito du ministre Jean-Jacques Bouya 06	Editorial by Jean-Jacques Bouya 06
Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux D'une inauguration à une autre	Minister of Spatial Planning and Delegate General for Major Public Works One official opening to another
Dans l'actualité 08	Current Events 08
Diversification des relations économiques Inauguration des amphithéâtres de l'université Brèves	Diversifying economic relations Official opening of university amphitheatres News in brief
Inside MAT-DGGT 16	Inside MAT-DGGT 16
Les mouvements de postes au sein du ministère	Staff changes and appointments
Le coin de l'intégration 20	Integration Update 20
Le pont route-rail sur le fleuve Congo	Congo road-rail bridge
De l'eau pour tous les Congolais 22	Water for all in Congo 22
La DGGT joue sa partition Des forages jusqu'aux confins des villages	The DGGT plays its part Wells in even the most remote villages
Les mutations de Ouessou 30	Ouessou's transformation 30
La « capitale » de la Sangha est la dixième ville à accueillir la municipalisation accélérée	Sangha's capital is the 10th town to undergo accelerated municipalisation
Interview du préfet de la Sangha, M. Adolphe Elemba Interview du maire de Ouessi, M. Thierry Maguessa La parole aux Ouessois La forêt nourricière Cacao, huile de palme, l'agriculture industrielle relancée	Interview with Adolphe Elemba, prefect of Sangha County Interview with Thierry Maguessa, Mayor of Ouessou Ouessou voices Life-giving forest Cocoa and palm oil, reviving industrial agriculture
Interview de Jean-Jacques Bouya 50	Interview with Jean-Jacques Bouya 50
Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux « Le Congo sera prêt pour organiser la grande fête des Jeux africains »	Minister of Spatial Planning and Delegate General for Major Public Works "Congo will be ready to host the festive African Games"
Le rendez-vous de l'entrepreneur 56	Entrepreneurial spirit 56
Africa Solaire	Africa Solaire
Un an avant Build Africa 2016 58	A year ahead of Build Africa 2016 58
Retour sur trois projets pour lesquels le Forum a servi de catalyseur	An update on three projects for which the Forum was a catalyst
Du pont sur Le Djoué à Kintélé 64	Bridge on the Djoué in Kintélé 64
Brazzaville se transforme et prépare les Jeux africains	Brazzaville gears up for the African Games
Retour à... Moundzéli 72	Return to... Moundzéli 72
Miteya 74	Miteya 74

Le magazine du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux
A magazine by the Ministry of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works

Directeur de publication :
Dieudonné Bantsimba

Rédacteur en chef :
Parfait Iloki

Secrétaire de rédaction :
Freddy Ikia-nde-odia

Rédaction :
Parfait Iloki
Freddy Ikia-nde-odia
Flore Kounga
Alain Longuegneke

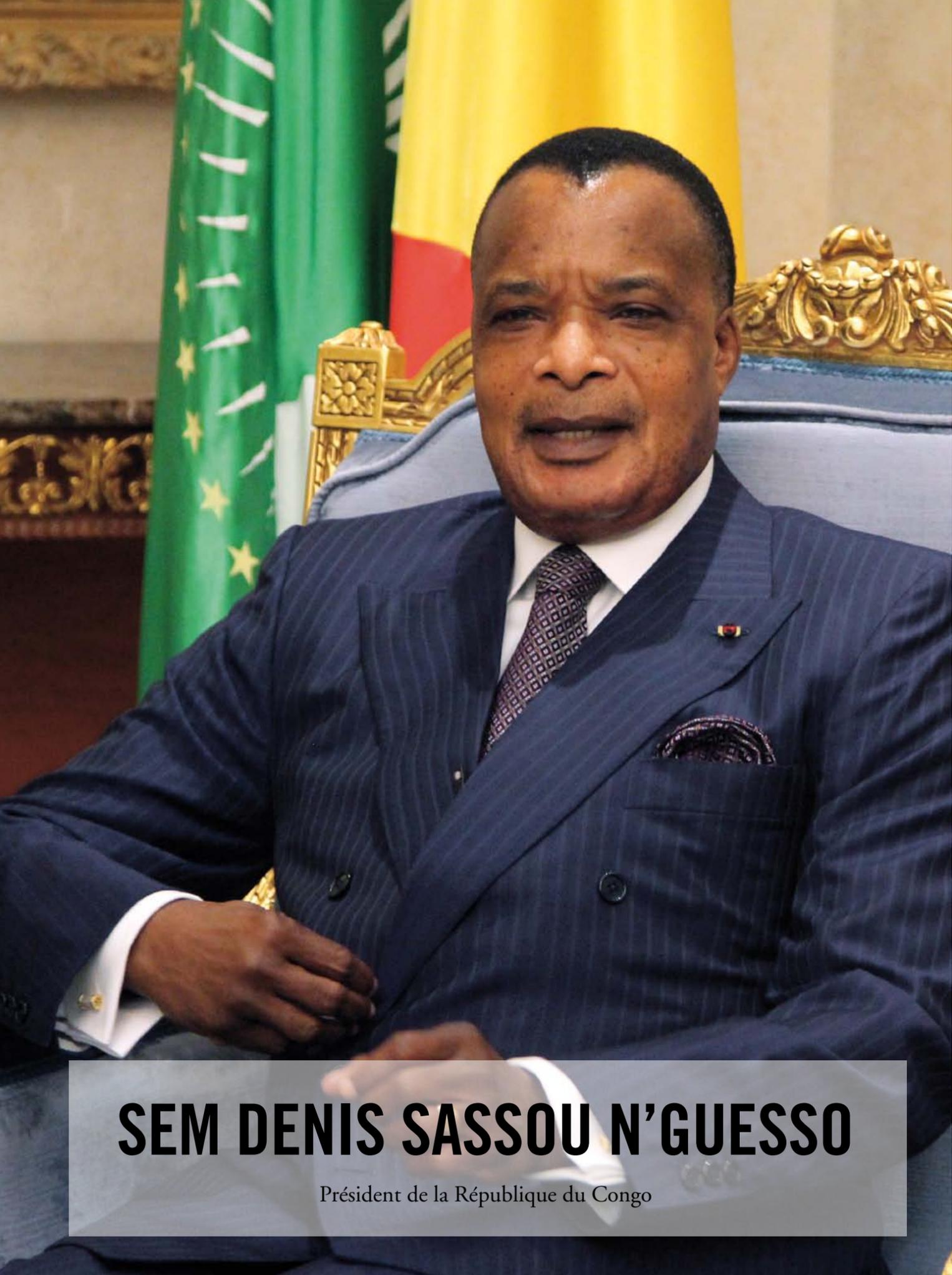
Photographie et infographie :
Jean Stell Elanga
Ben Roly Mayela

Relations publiques :
Blanche Moka
Princia Morapenda Oleki
Constantine Makoundzi Ngouemo

Caricature :
Fernand Kihoulou

Saisie :
Sabine Angèle Onaghas

**Siège de la Délégation
générale aux grands travaux**
Place de la République
Ex-rond point centre culturel français
Tél: +242 222 83 54 60
Fax: +242 222 81 65 78
e-mail: contact@grandstravaux.org
site web : www.grandstravaux.org



SEM DENIS SASSOU N'GUESSO

Président de la République du Congo

Une bataille qui ne connaîtra aucun répit

En quête permanente d'amélioration des conditions de vie des Congolais, le gouvernement poursuivra en 2015 l'œuvre d'industrialisation et de modernisation de notre pays. C'est le Chemin d'avenir. C'est le choix de l'efficacité dans la réponse aux défis socio-économiques auxquels est confronté le Congo.

L'année 2015 sera, à l'instar des années passées, celle du travail acharné en vue du mieux-être des Congolais. Il n'y aura en conséquence pas de place pour les querelles politiciennes et le déchirement. La seule passion qui vaille à présent est le travail. Travailler dans l'unité et la cohésion, voilà les garanties les plus sûres de notre progrès. Parce que, comme disait un grand sage, le travail n'est pas un châtement. Le travail est la gloire et l'honneur de la vie.

L'action du gouvernement n'aura de sens que lorsqu'elle sera engagée dans la résolution des problèmes majeurs des Congolais. Voilà pourquoi, en dépit de la chute du prix du baril du pétrole, le gouvernement portera en 2015 la valeur du point d'indice des salaires des agents de l'État de 225 à 250. L'engagement pris devant les partenaires sociaux en 2012 sera ainsi tenu.

Pour faire reculer durablement le chômage, même dans une conjoncture difficile, le gouvernement veillera à préserver un niveau élevé des investissements publics et à encourager les investissements productifs privés. Le gouvernement veillera également à ne pas réduire les dépenses sociales afin de ne pas remettre en cause les acquis de ces quinze dernières années. C'est ainsi que les dépenses en rapport à l'éducation, à la santé, à la lutte contre la pauvreté, à l'insertion sociale et à la sécurité sociale en général seront maintenues en haut du tableau des priorités de l'année 2015.

Tout ce qui peut être mieux fait pour le développement du pays, pour une meilleure redistribution des fruits de la croissance entre ses habitants et pour une plus grande cohésion sociale le sera. À titre d'illustration, l'épineux problème du transport public dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire sera réglé par la création d'une société publique de transport urbain dont les activités démarreront l'année prochaine.

Sur le même élan, doivent être poursuivis et achevés :

- la construction de douze hôpitaux généraux dans les douze départements du pays ;
- les chantiers de l'hôpital central des armées et de l'hôpital spécialisé d'Oyo ;
- le programme « Eau pour tous », qui a déjà permis la réalisation, à ce jour, de plus de 1 400 forages desservant près d'un millier de villages ;
- le programme de distribution d'eau potable et d'électricité, particulièrement à Brazzaville et Pointe-Noire.

Dans ces deux agglomérations, malgré les efforts appréciables du gouvernement, il reste encore beaucoup à faire pour combler les légitimes attentes des populations. Voilà une bataille qui ne connaîtra aucun répit, aucune trêve, tant que nous n'aurons pas atteint notre but.

Denis Sassou N'Gesso,
président de la République,
extrait du discours des vœux 2015 à la nation

An ongoing quest with no respite

The government is continuing its constant quest to improve living conditions and address socio-economic challenges in Congo through ongoing industrialisation and modernisation in 2015. This is "Future Path". Our choice is the effective response to Congo's socio-economic challenges.

As in the past, 2015 will be a year of hard work for the well-being of the Congolese, with no room for political squabbles. Unity and cohesion are the surest guarantees of progress. Because, as a wise man said, work is not a punishment. It is life's glory and honour.

Government action takes meaning when it impacts positively on people's lives. Despite the drop in oil prices, the point value of the civil servants' wage index will be increased from 225 to 250, respecting our 2012 commitment to social partners.

To sustainably reduce unemployment, we will maintain a high level of public investment and encourage private investment, taking care not to cut social spending so as to not undermine the achievements of the last 15 years. Education, health, poverty reduction, social inclusion and social security spending in general will remain our priority.

We will do everything necessary to improve the country's development, to better distribute the fruits of growth amongst the people and for greater social cohesion. For example, a public transport company will be up and running next year to ease transport problems in Brazzaville and Pointe-Noire.

As such, we will continue and complete:

- 12 hospitals in the 12 counties
- the central army hospital and the Oyo specialist hospital
- the "Water for All" programme which has already built over 1,400 wells in almost a thousand villages
- the water and electricity supply programme, especially in Brazzaville and Pointe-Noire

Despite ongoing government efforts in these two cities, there's still much to be done to meet people's expectations. This quest will know no respite until we have achieved our goal.

Denis Sassou-Nguesso
President of the Republic
Extract from his 2015 Message to the Nation

D'une inauguration à une autre

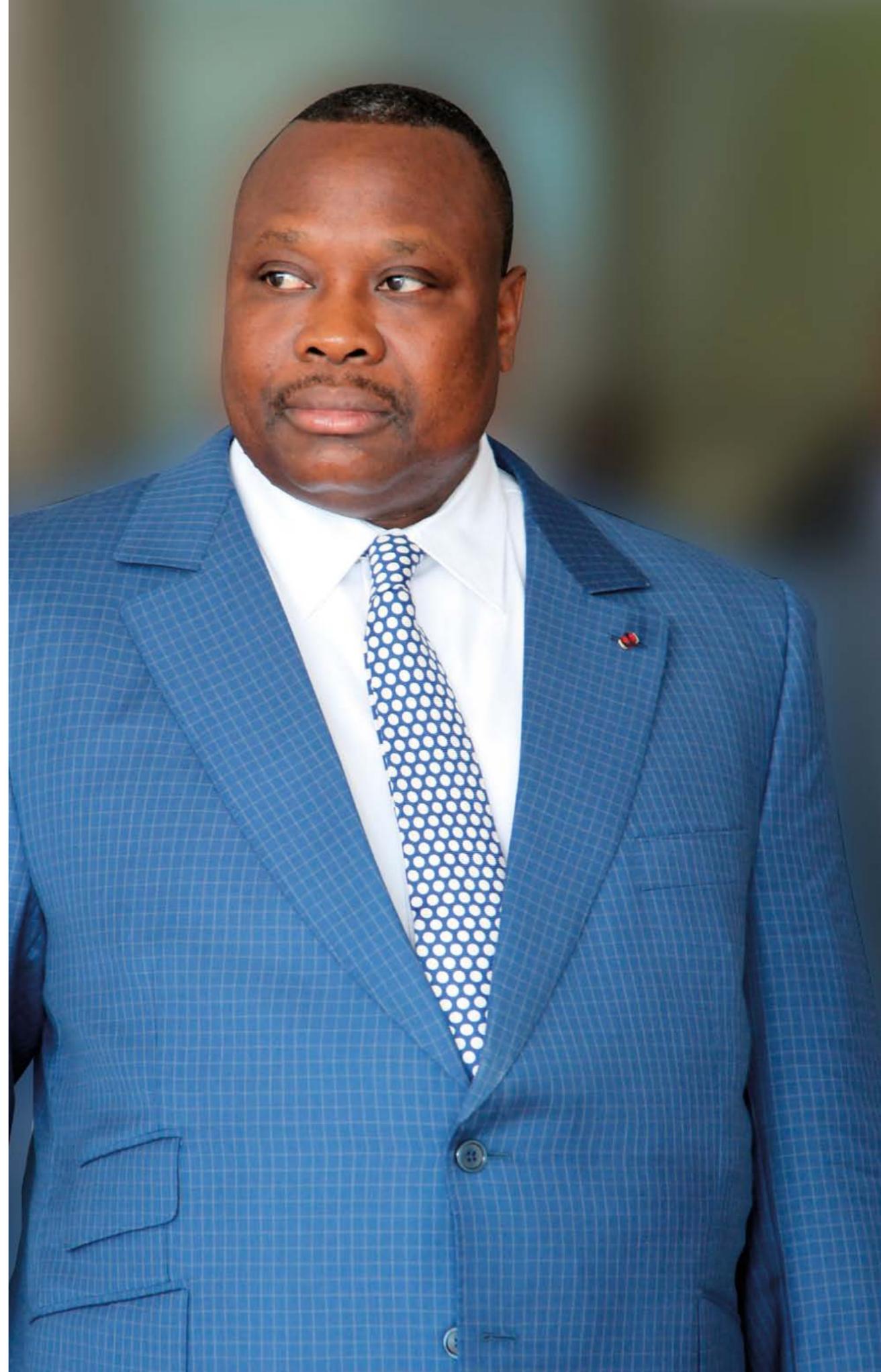
En précisant avec véhémence, dans son message de vœux 2015 à la nation, qu'il poursuivra en cette année 2015 « la quête permanente d'amélioration des conditions de vie des Congolais à travers la modernisation et l'industrialisation », le président de la République nous enseigne que la trajectoire sur laquelle il a engagé le pays est la voie royale pour notre salut collectif.

L'allure en ce début d'année, dominée par des inaugurations, conforte cette vision du président tout autant qu'elle présage d'une année 2015 vouée effectivement à la mise en service de plusieurs ouvrages réalisés. Charnière pour le renouvellement de la confiance au président de la République en 2016, l'année 2015 connaîtra un cortège d'inaugurations à mesure de l'achèvement des projets en cours. Ces projets, conduits par les soins personnels du chef de l'État, viendront un à un compléter la toile du développement qui se tisse quotidiennement.

De toute évidence, au cours des prochains mois, les corps constitués nationaux ne seront pas au repos, au motif qu'ils accompagneront le président de la République d'une inauguration à une autre ou dans la mise en service des édifices réceptionnés. Sans comptabilité exhaustive et en attendant que la commission nationale de réception des ouvrages finis procède aux réceptions provisoires, pas moins d'une vingtaine de chantiers seront livrés cette année. Au nombre de ces ouvrages à offrir au peuple figurent les marchés, les amphithéâtres et le campus universitaire, l'aérogare de Pointe-Noire, le complexe olympique des Jeux africains, le premier viaduc du Congo, le complexe industriel de Maloukou, la corniche de Brazzaville, les hôpitaux spécialisés et de base, les routes ainsi que les infrastructures secondaires, les voiries urbaines, le projet cadastre national ou encore le Lycée d'excellence d'Oyo.

Pour ceux qui doutaient ou qui feignaient de ne pas comprendre la trajectoire prise par le président de la République au lancement de la Nouvelle Espérance et du Chemin d'avenir, pas besoin d'avoir des yeux de lynx pour voir ce qui transfigure audacieusement notre espace national. En considérant la carte des infrastructures qui réorganise la structuration du pays, on peut dire que les fondamentaux du développement sont en marche. Par acquit de conscience, il est évident que le peuple reconnaissant des bonnes valeurs saura, le moment venu, apprécier les orientations des dirigeants quant à l'avenir du pays. Car la patience dont il a fait preuve pour arriver à ce résultat est la mère des initiatives, et la réussite en est la consécration.

Jean-Jacques Bouya,
ministre à la présidence de la République,
chargé de l'Aménagement du territoire et
de la Délégation générale aux grands travaux



From one official opening to another

When, in his 2015 message to the nation, the president strongly reiterated that he would continue his commitment to the “constant quest to improve living conditions for Congo’s people through industrialisation and modernisation” this year, he was affirming that he has taken the right direction for the country’s salvation.

The succession of official openings confirms the president’s statement and portends that 2015 will be a year dedicated to the actual coming into operation of completed works. Pivotal to the renewal of confidence in the President of the Republic in 2016, the year 2015 will see a procession of official openings, keeping time with the rhythm of the completion of projects underway. These projects, driven by the Head of State’s personal attention will, one by one, contribute to the completion of the fabric of development that is currently being woven across the country.

Obviously, in the coming months, the national constitutional bodies will be actively accompanying the President of the Republic to one official opening after another as well as to the formal commissioning of completed buildings. Without final figures and whilst awaiting provisional handover to the National Commission for Acceptance of Completed Works, no less than twenty projects will be delivered this year. The people will benefit from, amongst others, markets, amphitheatres and the university campus, the Pointe-Noire airport, the African Games Olympic complex, Congo’s first viaduct, the Maloukou industrial complex, the Brazzaville riverside road, specialist and general hospitals, major, secondary and urban roads, the national land register project and the Oyo School of Excellence.

For those people who doubted or pretended to not understand the direction taken by the President of the Republic at the launch of both the New Hope and Future Path programmes, they do not need eagle eyes to see the bold transformation of our country. Considering the infrastructure map that is progressively reorganising national structuring, we can say that the fundamentals of development are operational. It is clear that people who consciously recognise good values will, in time, appreciate the direction taken by our leaders for the future of the country. The patience they have shown as we achieve these results is the mother of initiatives, and success is the dedication.

Jean-Jacques Bouya
Minister at the Presidency for Spatial Planning and the
General Delegation of Major Public Works

Diversification des relations économiques du Congo

Une coopération technique renforcée avec la Turquie

Jean-Jacques Bouya, le ministre à la présidence de la République chargé de l'Aménagement du territoire du Congo, a effectué une visite de travail en Turquie afin d'améliorer la coopération bilatérale entre les deux pays. Ankara vise à doubler ses investissements en Afrique à l'horizon 2018.

M. Bouya a séjourné en Turquie du 2 au 4 février 2015. À Ankara et Istanbul, il a participé à trois séances de travail avec des officiels et des représentants du patronat. Il a passé en revue les sujets de coopération bilatérale et technique avec le vice-Premier ministre, M. Numan Kurtulmus. Il s'est aussi entretenu avec le ministre turc de l'Environnement et de l'Urbanisme, M. Idris Gulluche.

Imaginer des mécanismes de financement innovants

L'entrevue de M. Bouya avec le PDG d'Eximbank Turquie, M. Hayrettin Kaplan, a porté sur la possibilité d'imaginer des mécanismes de financement innovants dans le domaine des infrastructures. Ils ont évoqué les projets de route de contournement des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire, le développement immobilier, la Cité gouvernementale de Brazzaville et le Centre des affaires de Brazzaville.

Doubler les flux d'investissement

La coopération entre le Congo et la Turquie a été conclue en 1982. Elle a connu une impulsion en 2012 suite à la visite de travail du président de la République du Congo, SEM Denis Sassou N'Guesso, à Ankara. Plusieurs accords portant sur la défense, la sécurité, la diplomatie, les transports maritimes, l'aviation civile, l'agriculture ou l'élevage ont été signés. Le premier ambassadeur de Turquie au Congo, SEM Can Incesu, a déjà pris ses fonctions. Ankara veut augmenter ses échanges avec l'Afrique et faire passer ses investissements de 23 à 50 milliards de dollars entre 2014 et 2018. ■



Jean-Jacques Bouya en discussion avec le vice-Premier ministre Numan Kurtulmus

Jean-Jacques Bouya in discussion with Deputy Prime Minister Numan Kurtulmus

Strengthened technical cooperation with Turkey

Jean-Jacques Bouya, Congo's Minister of Spatial Planning, went on a working trip to Turkey to improve bilateral cooperation between the two countries. Ankara aims to double its investment in Africa by 2018.

Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works (MAT-DGGT) visited Ankara and Istanbul from 2 to 4 February 2015, where he participated in three working sessions with officials and business representatives. He reviewed bilateral and technical cooperation with Deputy Prime Minister Numan Kurtulmus and met with Minister for the Environment and Urban Development, Dr. Idris Gulluche, on spatial planning of cities.

Innovative financing mechanisms

Mr. Bouya's discussions with the CEO of Eximbank Turkey, Mr. Hayrettin Kaplan, focused on innovative infrastructure financing mechanisms. Both agreed on funding opportunities for bypass road projects in Brazzaville and Pointe-Noire, real estate development, and Brazzaville's Administrative and Business centres.

Doubling the flow of investments

Cooperation between Congo and Turkey was signed in 1982 and boosted in 2012 following President Denis Sassou-N'Guesso's official visit to Ankara. Several cooperation agreements for defence, security, diplomacy, maritime transport, civil aviation, agriculture and animal husbandry were signed. The first Turkish ambassador to Congo, HE Can Incesu had taken office in Brazzaville. Turkey aims to double its trade with Africa and increase its investments from 23 to 50 billion dollars between 2014 and 2018. ■

La République du Congo et l'Italie décidées à accroître leur coopération

Alors que les échanges au plus haut niveau entre les deux pays se multiplient, le Congo et l'Italie vont élargir leurs relations économiques. Hydrocarbures, infrastructures, agriculture, TIC..., les opportunités sont nombreuses.

La République du Congo entretient des relations diplomatiques avec la République d'Italie depuis 1968. Des relations matures que la délégation d'hommes d'affaires italiens conduite du 25 au 27 janvier dernier par le vice-ministre chargé du Développement économique, Carlo Calenda, veut consolider et accroître. Cette dernière s'est rendue à Kintélé, à la périphérie nord-est de Brazzaville, où elle s'est imprégnée des chantiers structurants en cours, à l'instar de l'université Denis Sassou N'Guesso, du complexe sportif, de la route de la corniche ou du site de la nouvelle ville moderne de six mille logements. Le plan architectural de cette dernière est d'ailleurs conçu par le groupe italien Trevi. L'Italie, par la voix de Carlo Calenda, a exprimé sa disponibilité à accompagner les efforts de l'État congolais dans plusieurs secteurs, allant des hydrocarbures, où la Major Eni est déjà présente, à l'agriculture et aux TIC, sans oublier les infrastructures.

Visite de la délégation italienne conduite par Carlo Calenda, vice-ministre chargé du Développement économique



Diversifying Congo's economic relations

Une coopération « gagnant-gagnant »

La délégation italienne s'est rendue les 26 et 27 janvier à Oyo et à Pointe-Noire. À Oyo-Ollombo, elle a visité l'aéroport de classe A, la Zone économique spéciale ou encore le ranch Kila, à Opokania, un projet cher au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui vise à développer l'élevage des bovins en vue de lutter contre la dépendance alimentaire. Carlo Calenda et sa suite ont aussi visité la Congolaise des panneaux solaires, une entreprise chinoise spécialisée dans les produits photovoltaïques, de même que l'hôpital général spécialisé d'Oyo. À Pointe-Noire, la délégation italo-congolaise s'est rendue dans les locaux de la société Bos Congo, filiale de la compagnie pétrolière Eni-Congo. Au port autonome, elle s'est imprégnée des enjeux du projet d'extension de cette structure en pleine croissance. Le séjour de travail italien en République du Congo pose les jalons d'une coopération durable et « gagnant-gagnant ». ■

The Italian delegation, led by Carlo Calenda, Vice Minister for Economic Development

Increased cooperation between Congo and Italy

As high level trade between the two countries increases, Congo and Italy will expand their economic relations.

Congo has had diplomatic relations with Italy since 1968 which Vice Minister for Economic Development Carlo Calenda, who led the Italian business delegation to Congo from 25 to 27 January, wants to consolidate and increase. In Kintélé, north of Brazzaville, he viewed the infrastructure projects underway, like the Denis Sassou-N'Guesso University, the sports complex, the Riverside Road and the new 6,000-home modern city, which was designed by Italy's Trevi Group. Carlo Calenda expressed Italy's desire to support Congolese state efforts in areas ranging from oil – where Eni is already present, agriculture, ICT, and infrastructure.

Win-win cooperation

On 26 and 27 January the Italian delegation visited Oyo and Pointe-Noire. In Oyo-Ollombo, it visited the class A airport, the Special Economic Zone and the Kila Ranch in Opokania, a project dear to President Denis Sassou-N'Guesso, who aims to develop cattle farming to relieve food dependence. The delegation also visited La Congolaise des Panneaux Solaires, a Chinese company specialising in photovoltaic products, and the Oyo Specialist Hospital.

In Pointe-Noire, the Italian-Congolese delegation visited Bos Congo, a subsidiary of Eni Congo and took stock of the importance of extending the growing autonomous port. The Italian delegation prepared the way for sustainable, win-win, cooperation. ■

En février dernier, le président de la République du Congo a inauguré deux amphithéâtres de l'université Marien Ngouabi, à Brazzaville. Un autre amphithéâtre et trois autres bâtiments sont en cours de construction dans la concession universitaire.

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a procédé le vendredi 20 février 2015 à l'inauguration de deux amphithéâtres de l'université de Brazzaville au profit des étudiants des facultés de droit et des sciences économiques. La cérémonie s'est déroulée dans l'enceinte du rectorat, dans le premier arrondissement, Makélékélé, en présence d'une foule composée de la communauté universitaire et des corps constitués nationaux.

Quinze milliards d'investissement public

Construits par l'entreprise chinoise CEEDI sous le contrôle de l'ingénieur-conseil Socotec Bassin du Congo, ces deux amphithéâtres modernes ont une capacité d'accueil de 1 600 places chacun. Le coût global des travaux, débutés en 2011, est de 15,38 milliards de FCFA entièrement financés par l'État congolais. Les amphithéâtres, de forme elliptique, sont constitués d'une ossature en béton armé habillée de panneaux en alliage d'aluminium laqué, le tout couronné par une charpente métallique recevant des tôles en acier anodisé.

Chaque bâtiment occupe une superficie globale de 3 130 m² et se dresse sur une hauteur de 15,25 mètres répartie sur deux



Denis Sassou N'Guesso inaugure des amphithéâtres à l'université Marien Ngouabi

niveaux. Leur rez-de-chaussée se compose d'un hall d'entrée, d'une grande salle de cours à gradins de 1 500 places, de deux salles polyvalentes de trente places, de locaux techniques ou encore de blocs sanitaires.

D'autres locaux techniques, de même qu'un poste de transformation électrique de 800 kVA, un local de pompage d'eau et des espaces verts sont aménagés à l'extérieur. Ces deux amphithéâtres permettront d'augmenter la capacité d'accueil des étudiants et du corps professoral, qui travailleront dorénavant dans de meilleures conditions.

Un centre africain d'enseignement

Trois discours ont ponctué cette cérémonie. Le recteur de l'université Marien Ngouabi a exprimé sa gratitude à l'égard du chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso. Le ministre de l'Enseignement supérieur, intervenant à son tour, a dans son allocution démontré l'intérêt d'un bon système d'enseignement basé sur le développement. Le ministre à la présidence, chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya, a centré son intervention autour des aspects techniques des ouvrages.



Le nouvel amphithéâtre de l'université Marien Ngouabi

One of the new amphitheatres at Marien Ngouabi University

« Ces amphithéâtres s'inscrivent dans une vision globale, celle de faire de notre ville-capitale l'épicentre de l'enseignement supérieur en zone CEMAC », a-t-il également commenté. Trois autres bâtiments sont en cours de construction dans la concession du rectorat, preuve que les autorités ne négligent pas l'université Marien Ngouabi, alors qu'un nouveau campus est en train d'être construit à Kintélé, au nord-est de Brazzaville. ■

Denis Sassou-Nguesso opens the Marien Ngouabi University amphitheatres

In February, the President of the Republic of Congo opened two amphitheatres at the Marien Ngouabi University in Brazzaville. Three other buildings are under construction on the grounds of the university.

On Friday, 20 February 2015 the President of the Republic, Denis Sassou-Nguesso, officially opened two newly built amphitheatres at the Marien Ngouabi University of Brazzaville. These two lecture halls will serve the law and economics faculties. The ceremony took place in the rectorate in Makélékélé, the 1st district, in the presence of an audience composed of the university community and government dignitaries.

A public investment of 15 billion CFA francs

Both of these modern lecture halls were built by Chinese company CEEDI, under the supervision of consulting engineers Socotec Bassin du Congo. The overall cost of the building work, which began in 2011 and was fully funded by the Republic of Congo, is 15.38 billion CFA francs. The oval-shaped amphitheatres, each with a 1,600-seat capacity, have a reinforced concrete frame clad with panels of lacquered aluminium alloy, all topped by a metal frame covered in anodised steel sheeting.

Each of these double-storey amphitheatres has a total area of 3,130 m² and stands at a total height of 15.25 metres. The ground floor consists of an entrance hall, a large classroom featuring tiered seating for 1,500 students, two multipurpose rooms with 30 seats, technical service rooms and washrooms. The other

technical rooms, including an 800 kVA electric transformer station and a water pumping station are located outside on the landscaped green spaces. Both amphitheatres will allow for an increased number of students and faculty who, from now on, will find their working conditions much improved.

An African centre of higher learning

The opening ceremony featured three main speeches. The rector of the Marien Ngouabi University expressed his gratitude to the Head of State, Denis Sassou-Nguesso. The Minister of Higher Education, in his speech, emphasised the value of a good educational system based on development, while Mr. Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works, focused his presentation around the technical aspects of the new buildings.

“These new amphitheatres are part of a global vision, which is that of making our capital city the epicentre of higher education in the CEMAC region,” he added. Three other buildings are under construction on the university grounds, proof that the authorities are by no means neglecting the Marien Ngouabi University, while a new campus is being built in Kintélé, northeast of Brazzaville. ■

INFRASTRUCTURES : LA BAD ET LE JAPON RÉITÈRENT LEUR SOUTIEN AU CONGO

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont réitéré le 23 février leur souhait de soutenir la construction des infrastructures au Congo. Le chef de la délégation de la JICA, Hirotaka Ishihara, a sollicité les autorités congolaises pour accompagner les entreprises japonaises, « très intéressées », qui décideront de s'installer au Congo. Le représentant de la BAD, Nouridine Kane Dia, a expliqué être venu recueillir les orientations du ministre congolais de l'Équipement et des Travaux publics afin de les soumettre au conseil d'administration de la BAD, qui se tiendra en juin prochain. Il a réaffirmé la détermination de son institution à appuyer le Congo dans le renforcement de sa gouvernance en matière d'infrastructures routières.

INFRASTRUCTURE: AfDB AND JAPAN REITERATE THEIR SUPPORT TO CONGO

On 23 February the African Development Bank (AfDB) and the Japan International Cooperation Agency (JICA) reiterated their desire to support the construction of infrastructure in Congo. The head of the JICA delegation, Mr. Hirotaka Ishihara, asked the Congolese authorities to lend a helping hand to those Japanese companies interested in setting up in Congo. The representative of the AfDB, Mr. Nouredine Kane Dia, said he was in Congo to collect the new policy directions of the Congolese Minister of Infrastructure and Public Works for submission to the AfDB Board of Directors, for discussion at their meeting to be held in June. He underlined the determination of his institution to support Congo in strengthening governance in road infrastructure.



REMISE DE VÉHICULES ET DE BOVINS PAR LA DGGT AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Jean-Jacques Bouya, le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux (MAT-DGGT), a remis le 24 janvier un lot à son homologue de l'Agriculture. En tant que maître d'ouvrage délégué, il a confié à ce dernier les clés de quatorze camions (Iveco, Unimog et Mercedes) destinés à la commercialisation de produits agricoles, mais aussi de 600 reproducteurs bovins de race Ndama, dont 540 femelles et 60 mâles. Le coût de ce quatrième lot s'élève à 260 millions de FCFA, contre 1,838 milliard pour le marché total.

DGGT PRESENTS VEHICLES AND CATTLE TO MINISTRY OF AGRICULTURE

Jean-Jacques Bouya, the Minister of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works (MAT-DGGT), made a presentation to his counterpart from the Ministry of Agriculture on 24 January. As Delegate Project Manager, Minister Bouya handed over the keys to 14 trucks (Iveco, Unimog and Mercedes) intended for getting agricultural products to market, as well as 600 N'dama breeding cattle: 540 cows and 60 bulls. The cost of this fourth lot is 260 million CFA francs against 1.838 billion CFA francs for the total market.

LA BELLA CASA CONSTRUIRA 600 LOGEMENTS SOCIAUX À LIFOULA

Le gouvernement congolais a attribué 70 hectares dans la localité de Lifoula à la société d'ingénierie sud-africaine La Bella Casa, afin qu'elle y construise 600 logements sociaux. « Cet espace est une réserve foncière de l'État, mise à la disposition de l'Agence foncière pour l'aménagement de terrains (AFAT). Le travail que vous allez réaliser ici est très attendu, a souligné le ministre des Affaires foncières et du Domaine public, Pierre Mabiála. Désormais, l'aménagement va précéder l'occupation de la terre. »

LA BELLA CASA TO BUILD 600 SOCIAL DWELLINGS IN LIFOULA

The Congolese government has allocated 70 hectares of land in the Lifoula district to the South African engineering company La Bella Casa for the building of 600 public housing units. The Minister of Land Affairs and State Property, Pierre Mabiála, said "This space is a state land reserve, which has been made available to the Agence Foncière pour l'Aménagement de Terrains (AFAT). The work that you will undertake here is eagerly awaited. From now on, land development will precede land occupation."

LE PROJET D'ÉLECTRIFICATION DU VILLAGE TONGO SE CONCRÉTISE

La réalisation du projet d'électrification par panneaux solaires du village Tongo, dans le district de Zanaga (département de la Lékoumou), va démarrer dans quelques semaines. Tongo avait été retenu pour abriter la première expérience de revitalisation du tissu villageois, dans le cadre de la municipalisation accélérée de la Lékoumou, comme *Reflét* l'évoquait dans son dernier numéro.



TONGA'S ELECTRIFICATION PROJECT TO START SOON

The electrification project for the village of Tongo, using solar panels, is set to commence in a few weeks' time. Located in the Zanaga district (county of Lékoumou), Tongo was selected to be the trial village in the Village Revitalisation Programme, in the context of Lékoumou's Accelerated Municipalisation, as mentioned in the previous issue of *Reflét*.

MALGRÉ LA CHUTE DU PÉTROLE, LES TRAVAUX CONTINUENT

Le ministre en charge de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya, a annoncé fin janvier la poursuite des travaux d'infrastructures dans le pays malgré la chute du prix du baril de pétrole. Parmi ces chantiers figurent ceux du complexe sportif de Kintélé, de l'université Marien Ngouabi ou de la route Mambili/Ouessou (199 km, Sangha). Par ailleurs, la mise en production des seize usines de la zone industrielle de Maloukou devrait intervenir cette année, de même que la fin du chantier de la route Ketta-Biessi prolongée à Sembé. Le gouvernement procédera cette année au lancement des études techniques pour la construction du barrage hydroélectrique de Sounda (Kouilou). Il poursuivra les chantiers de construction de douze hôpitaux généraux et de l'hôpital spécialisé d'Oyo.

DESPITE THE DROP IN OIL PRICES, WORK CONTINUES

The Minister in charge of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public works, Jean-Jacques Bouya, announced in late January that, despite the drop in oil prices, planned infrastructure projects in the country, as well as those underway, would continue. Among these projects are the Kintélé Sports Complex, Marien Ngouabi University and the Mambili-Ouessou road (199 km, Sangha). Furthermore, this year will see sixteen factories come into production in the Maloukou Industrial and Commercial Zone and the completion of the Ketta-Biessi road, extended to Sembé. The government will also launch technical surveys for the construction of the Sounda hydroelectric dam (Kouilou) and will continue with the construction of twelve general hospitals and the Oyo Specialist Hospital.



BRAZZAVILLE : LE MARCHÉ TOTAL NOUVEAU EST ARRIVÉ

Le premier module du marché Total situé à Bacongo, dans le 2^e arrondissement de Brazzaville, a été inauguré le 18 février par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui a également procédé au lancement des travaux de construction du second module. D'une valeur de 6,646 milliards de FCFA, ces travaux ont été exécutés par la société Franco Villarechi. L'ouvrage dispose d'une capacité de 2 285 places. Une banque de micro-crédit y prendra notamment ses bureaux. Le second module sera bâti sur un terrain d'une superficie de 19 000 m² pour un coût estimé à 24 milliards de FCFA.

BRAZZAVILLE: NEW TOTAL MARKET

The first phase of Bacongo's Total Market in Brazzaville was officially opened on 18 February by President Denis Sassou-Nguesso. He also launched the second phase of construction. The first phase was built by Franco Villarechi at a cost of 6,646 billion CFA francs and offers a 2,285 stall capacity and office space, which will be occupied by a microfinance bank. The second phase will be built on 19,000 m² at an estimated 24 billion CFA francs.



RÉFLEXIONS SUR LA FILIÈRE BTP CONGOLAISE

Un atelier de concertation des acteurs des secteurs public et privé de la filière Bâtiment et travaux publics (BTP) a été organisé le week-end du 21 février, à Pointe-Noire, dans le cadre du Programme de renforcement des capacités commerciales et entrepreneuriales (PRCCE) Congo/Union européenne. Une trentaine de chefs d'entreprise ont participé à ce séminaire qui visait à sensibiliser les acteurs de la filière sur l'importance du dialogue public-privé permanent ou encore à motiver ces derniers à travailler en réseau. Parmi les difficultés de ces sociétés figurent les mauvais rapports avec l'administration publique, le manque de cadres de concertation, le matériel vétuste et inadapté, le déblocage tardif des paiements ou encore l'accès aux crédits. Un comité a été chargé de réfléchir à un projet de plateforme de concertation permanente.

WORKSHOP ON CONGO'S BWP INDUSTRY

A consultation workshop of public and private sector stakeholders in the building and public works (BPW) industry was held the weekend of 21 February in Pointe-Noire, as part of the Congo/European Union Trade and Entrepreneurial Capacity-Building Programme (PRCCE). Around thirty business leaders attended this seminar which aimed to raise industry awareness of the importance of permanent public-private dialogue and to encourage them to network. Amongst the difficulties faced by these companies are bad relations with the public administration, lack of a consultative framework, outdated and inadequate equipment, late release of payments and lack of access to loans. A committee was appointed to study the possibility of a permanent consultative platform.

UNE ENTREPRISE SUD-AFRICAINE POUR DÉVELOPPER LA ZONE ÉCONOMIQUE OYO/OLLOMBO

La société Paramount Group a indiqué le 17 février dernier vouloir développer ses activités et participer à la construction des infrastructures dans la Zone économique spéciale d'Oyo/Ollombo, au nord du Congo. Cette entreprise est implantée dans cette zone depuis trois ans, où elle est la première d'origine sud-africaine à mettre en œuvre un projet industriel. La Zone économique spéciale d'Oyo/Ollombo abritera des activités de transformation des produits agricoles comestibles et non comestibles, de tourisme ou encore de services financiers et commerciaux. Elle s'étendra sur 760 318 hectares et pourrait, selon les estimations, générer jusqu'à 120 000 emplois en 2032, avec un impact sur le PIB de 1,528 milliard de dollars.

A SOUTH AFRICAN COMPANY TO DEVELOP THE OYO/OLLOMBO ECONOMIC ZONE

The Paramount Group said on 17 February that it wishes to develop its activities and participate in the construction of infrastructure in the Oyo/Ollombo Special Economic Zone in northern Congo. This company, which set up in the zone three years ago, was the first South African company to implement an industrial project. The Oyo/Ollombo Special Economic Zone will host activities ranging from the processing of edible and non-edible agricultural products to tourism, financial and business services. It will extend across 760,318 hectares and could, according to estimates, generate up to 120,000 jobs by 2032, and have an impact of \$1.528 billion on GDP.

INFRASTRUCTURES : NICÉPHORE SOGLO SOUHAITE PARTAGER L'EXPÉRIENCE DU BÉNIN AVEC LE CONGO

En visite à Brazzaville, dans le cadre de l'accord de jumelage qui lie la capitale avec Cotonou, Nicéphore Soglo a exprimé le 11 février le désir d'un échange d'expériences en matière d'infrastructures, tout en saluant la politique de construction entreprise par le gouvernement. Actuel maire de la capitale économique béninoise et ancien chef de l'État, il a notamment dialogué avec le ministre chargé de l'Aménagement du territoire et de la DGGT, Jean-Jacques Bouya. « Je pars conforté parce que la renaissance africaine n'est pas un vain mot », a-t-il assuré. À propos des échanges d'expériences possibles entre les deux pays, il a cité l'exemple du « pavage de zones marécageuses » à Cotonou, qui existe aussi à Brazzaville.

INFRASTRUCTURE: NICEPHORE SOGLO WANTS TO SHARE BENIN EXPERIENCE WITH CONGO

Visiting Brazzaville as part of the twinning agreement linking the capital with Cotonou, Nicéphore Soglo, on 11 February, expressed the desire to exchange infrastructure experiences, while applauding the government's infrastructure and building policy. As the current mayor of Benin's economic capital and a former head of state, he held discussions with the Minister for Spatial Planning and the DGGT, Jean-Jacques Bouya. "I'm returning heartened because the African renaissance is not just a word," he said. Concerning the possible exchange of infrastructure experiences between the two countries, he cited the example of how Cotonou paved its wetlands, which also exist in Brazzaville.

MUNICIPALISATION DE LA SANGHA : LES SOUS-PRÉFECTURES DE SEMBÉ ET SOUANKÉ SERONT MODERNISÉES

À l'instar des autres sous-préfectures de la Sangha, Sembé et Souanké seront dotées de structures administratives modernes à la faveur de la municipalisation accélérée du département. Le dépouillement des offres relatives à la construction et à l'équipement des hôtels des sous-préfectures et des résidences des sous-préfets et secrétaires généraux de ces deux districts a eu lieu le 11 février à Brazzaville. À signaler que l'hôtel de sous-préfecture de Mokeko, situé à quinze kilomètres de Ouesso, ainsi que les résidences du sous-préfet et du secrétaire général, seront également construits cette année.

MUNICIPALISATION OF SANGHA: SEMBÉ AND SOUANKÉ SUB-PREFECTURES TO BE MODERNISED

As with the other sub-prefectures in Sangha, Sembé and Souanké will be given modern administrative buildings in favour of the county's accelerated municipalisation. The opening of tenders for the construction, refurbishing and equipping of the sub-prefecture buildings as well as the residences of the sub-prefects and general secretaries of the two districts was held on 11 February in Brazzaville. The building housing the sub-prefecture of Mokéko, located fifteen kilometres from Ouesso, as well as the residences of the sub-prefect and secretary general, will also be built this year.



EAU ET ÉLECTRICITÉ : LA BANQUE MONDIALE ACCORDE UN FINANCEMENT ADDITIONNEL

Selon un communiqué du ministère de l'Équipement et des Travaux publics, rendu public le 30 janvier, la Banque mondiale s'est engagée à octroyer au Congo un financement additionnel de 60 millions de dollars pour la poursuite du Projet eau, électricité et développement urbain (PEEDU). Le communiqué précise que ce projet a déjà « atteint de très bons résultats sur le terrain ». Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale, depuis mi-juillet 2013, le PEEDU a pour principal objectif d'assurer l'accès durable des populations à l'eau et à l'électricité.

WATER AND ELECTRICITY: THE WORLD BANK PROVIDES ADDITIONAL FINANCING

According to a statement from the Ministry of Infrastructure and Public Works, released on 30 January, the World Bank has agreed to grant Congo additional funding of \$60 million for the continuation of the Water, Electricity and Urban Development Project (PEEDU). The statement said the project has already "achieved very good results on the ground." Co-funded by Congo and the World Bank since mid-July 2013, the main objective of the PEEDU is to ensure the population's sustainable access to water and electricity.

Plusieurs mouvements de postes ont eu lieu en 2014 au sein du ministère chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux (MAT-DGGT). Certains cadres ont été appelés à de nouvelles missions dans de nouvelles structures, alors que d'autres ont évolué au sein même du ministère. Dans ce numéro, la rédaction de *Reffet* vous fait découvrir les profils de quelques cadres nommés. La suite dans nos prochains numéros.

Fréjus Paulin Mitory

Directeur général du développement local (DGDL)

Détenteur d'un diplôme d'ingénieur en développement rural obtenu en 1982, à l'université Marien Ngouabi de Brazzaville, M. Fréjus Paulin Mitory a été nommé directeur général du développement local. Après avoir poursuivi ses études entre le Sénégal, la Suisse et la France, il est revenu au Congo où il a exercé diverses fonctions. Chef de programme adjoint du programme rural, FED Action Régional, il a ensuite exercé dans les secteurs de l'aménagement du territoire au sein du ministère du Plan, de l'Économie et de la présidence de la République. Il était alors en lien direct avec la Direction des programmes avec l'Union européenne.



La Direction générale du développement local a notamment pour mission de mettre en œuvre les outils institutionnels et financiers de la politique d'aménagement du territoire et de faire aboutir, de concert avec les partenaires au développement, les projets destinés à la promotion des territoires urbains et ruraux. Elle doit pour cela promouvoir la création des sociétés de développement régional, mettre en œuvre des outils de promotion et d'investissement dans les départements et suivre les projets éligibles aux contrats de plan État-départements et État-municipalités.

Fréjus Paulin Mitory

Director General for Local Development

With a degree in Rural Development Engineering which he earned in 1982 at the Marien Ngouabi University in Brazzaville, Mr. Fréjus Paulin Mitory has been appointed Director General for Local Development. Having continued his studies in Senegal, Switzerland and France, he returned to Congo where he held various positions. Deputy Programme Manager of the European Development Fund Regional Action Rural Programme, he then worked in the areas of Planning in the Ministry of Planning, Economy and the Presidency of the Republic. He was then in direct contact with the European Union Directorate-General for Programmes.

The Directorate-General of Local Development is mainly tasked with implementing the institutional and financial tools of spatial planning policy and to lead to completion, together with development partners, projects aimed at improving and developing urban and rural areas. To do this, it has to promote the creation of companies involved in regional development, implement promotional and investment projects in the various counties and monitor projects eligible for State-County and State-Municipality planning contracts.



Antoine Goma

Directeur général de l'aménagement (DGA)

Antoine Goma est le nouveau directeur général de l'aménagement et de la prospective au MAT-DGGT. Né le 7 juin 1960 à Makabana, dans le département du Niari, il a obtenu en 1987 une maîtrise en géologie à l'université Marien Ngouabi de Brazzaville. Il a ensuite poursuivi son cursus à l'université de Nancy 2, en France, d'où il est ressorti avec un doctorat en aménagement du territoire, spécialité « aménagement régional ». Il a travaillé pendant plus de cinq ans, dans cette même ville, comme chargé de recherche et développement à l'Office national des forêts.

De retour au Congo, M. Goma a été chargé de mission en aménagement du littoral maritime, auprès du ministre des Transports maritimes et de la Marine marchande, consultant auprès du cabinet EGIS International ou encore consultant au PNUD. Il a ensuite rejoint la grande famille du MAT-DGGT en tant que chef de service de l'économie urbaine, où il vient de prendre son poste de directeur général de l'aménagement.

Antoine Goma

Director General for Planning

Antoine Goma is the new Director General for Planning and Foresight at MAT-DGGT. Born on 7 June 1960 in Makabana in the county of Niari, he obtained a master's degree in geology at the Marien Ngouabi University in Brazzaville in 1987. He then continued his studies at the University of Nancy 2, in France, where he graduated with a doctorate in spatial planning, specialising in "Regional Development". He worked for more than five years in the same city, in charge of research and development at the National Forestry Board.

Upon his return to Congo, Mr. Goma was project manager for coastal zone planning with the Minister of Maritime Transportation and Merchant Marine, a consultant to the firm EGIS International and a consultant to the UNDP. He then joined the growing MAT-DGGT family as Head of the Urban Economy Department, where he has now just taken up his position as Director General for Planning.

In 2014, a number of staff changes took place within the Ministry at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works (MAT-DGGT). Some executives were transferred to take up new missions within new structures, while others changed positions within the Ministry. In each new issue, *Reffet* will keep you up to date with these new profiles.



Jacqueline Lydia Mikolo

Coordonnatrice des marchés publics et de la réglementation (CMPR)

Tout juste nommée coordonnatrice des marchés publics et de la réglementation au MAT-DGGT, Jacqueline Lydia Mikolo a réalisé l'essentiel de sa carrière professionnelle au sein du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Grande voyageuse, ses fonctions de directrice de ressources humaines, de directrice chargée de l'administration et des finances ou encore de directrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest l'ont conduite en Turquie, en Guinée, au Sénégal, au Pakistan ou encore au Tchad, avant de la ramener au Congo, où elle est née il y a 42 ans.

Jacqueline Lydia Mikolo est titulaire de plusieurs diplômes en sciences de gestion. La cellule des marchés publics et de la réglementation, qu'elle coordonne désormais, prépare et lance des appels d'offres, veille au fonctionnement des commissions de passation de marchés et sous-commissions d'analyse des offres, à la rédaction et au suivi administratif des marchés publics.

Jacqueline Lydia Mikolo

Coordinator of Public Procurement and Regulation

The MAT-DGGT's recently appointed Coordinator of Public Procurement and Regulation, Jacqueline Lydia Mikolo, has spent most of her professional career with the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). At the UNHCR, this world traveller held positions as HR Manager, Director for Administration and Finance and Regional Director for West Africa which took her to Turkey, Guinea, Senegal, Pakistan and Chad, before bringing her back to Congo, where she was born 42 years ago.

Jacqueline Lydia Mikolo holds several degrees management science. The public procurement and regulation unit she now coordinates prepares and publishes calls for tender, monitors public procurement commissions and tender analysis sub-commissions, and oversees the drafting and administration of public procurement.



Landry Régis Ewengue

Directeur de la logistique et du patrimoine (DLP)

Landry Régis Ewengue est né le 20 avril 1965, à Djambala, dans le département des Plateaux. Il a fait ses études supérieures à l'École des Hautes études internationales (HEI), à Paris, puis en Algérie, à l'École supérieure d'administration militaire (ESAM), d'où il est sorti avec le grade de colonel d'administration.

Précédemment chef de service de finances et de trésorerie à la DGGT, conseiller à la logistique du ministre à la présidence, chargé de l'Aménagement du territoire et de la DGGT, Jean-Jacques Bouya, Landry Régis Ewengue occupe désormais la charge colossale de directeur de la logistique et du patrimoine du ministère. Sa direction se focalise sur la gestion du fichier technique du patrimoine, l'entretien et la maintenance du patrimoine, la gestion de la logistique et des stocks.

Landry Régis Ewengue

Director of Logistics and State Assets (DLP)

Landry Régis Ewengue was born on 20 April 1965 in Djambala in the county of Plateaux. He did his graduate studies at the École des Hautes Études Internationales (HEI – School of Advanced International Studies) in Paris, and then in Algeria, at the École Supérieure d'Administration Militaire (ESAM – Upper Military Administration School), which he left with the rank of Administrative Colonel.

Previously Head of the Finance and Treasury Department at the DGGT, logistics advisor to Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works, Landry Régis Ewengue now occupies the highly responsible position of the Ministry's Director of Logistics and State Assets. His management focuses on the technical records of assets, the servicing and maintenance of assets, logistics management and inventory.

Myriam Denguet-Atticky

Coordonnatrice de l'Administration et des Finances (CAF)

Myriam Denguet-Atticky est expert-comptable. Elle est née le 19 novembre 1966 à Brazzaville. Elle est diplômée en 3^e cycle de l'université de Paris-Dauphine en banque et finance. Après avoir été directrice de mission au cabinet international d'audit Ernst & Young, elle rejoint en 2003 la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), où elle a occupé différents postes de direction au sein des filiales du groupe SNPC.

Cet expert-comptable tient à humaniser les relations administratives et financières au sein de la CAF. Tout comme elle souhaite instaurer une culture des résultats afin de répondre aux ambitions de sa hiérarchie. Dans le champ de ses lectures préférées, il y a les biographies et les citations.

Myriam Denguet-Atticky

Administration and Finance Coordinator (CAF)

Myriam Denguet-Atticky is a Chartered Accountant at the DGGT. With a Post-Graduate Banking and Finance degree from the University of Paris-Dauphine, she worked as Project Manager at international audit firm Ernst & Young, before joining state oil company Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) in 2003, where she held various management positions in the firm's subsidiaries.



Firmin Dja

Directeur des études et de la planification (DEP)

Firmin Dja est né le 19 mai 1958, à Mouémbé, dans le département de la Cuvette. Ingénieur en technologie de l'information et télécommunications, il dispose de plus de 25 ans d'expérience en conseil dans la conduite de projets d'amélioration des systèmes d'information. Haut cadre de l'État, il détient un diplôme d'études approfondies (DEA) en sciences de gestion.

La direction des études et de la planification est chargée d'élaborer et de coordonner les plans et programmes d'activités du ministère et d'identifier ses projets et programmes inscrits ou non dans le budget d'investissement. Point focal avec les différentes coordinations et les directions du ministère, elle s'implique dans les projets de ce dernier ainsi que dans le contrôle et la programmation des paiements des projets préfectoraux liés à la municipalisation.

Firmin Dja

Director of Studies and Planning

Firmin Dja was born on 19 May 1958 in Mouémbé in the county of Cuvette. An Information and Telecommunications Technology Engineer, he has more than 25 years of consulting experience in implementing information system improvement projects. Now a top state official, he holds a postgraduate degree in Management Sciences.

The Studies and Planning Directorate is responsible for developing and coordinating the Ministry's action plans and programmes and identifying its projects and programmes included or not in the investment budget. It is the focal point for the Ministry's various coordinators and directorates and is involved in the Ministry's projects as well as in the monitoring and programming of payments for prefectural projects related to municipalisation.

Parfait Romuald Iloki

Directeur de la communication et de la coopération (DCC)

Après ses études universitaires en sciences et techniques de la communication, à l'université Marien Nguabi, puis une expérience professionnelle dans les médias et l'administration du Congo, Parfait Romuald Iloki embrasse une formation internationale. À l'université internationale de la Francophonie (Alexandrie-Égypte), il obtient un diplôme d'études approfondies (DEA) en communication environnementale, en co-tutorat avec l'université de Sherbrooke (Québec-Canada).

Chef de service des relations publiques à la Délégation générale aux grands travaux de 2010 à 2014, l'actuel DCC a la mission d'organiser la communication et la coopération dans un ministère dynamique managé avec maestria, depuis sa création en 2012, par le ministre Jean-Jacques Bouya. Ses attentes : construire une communication et une coopération stratégique et technique intra et extra ministère et faire de sa direction une puissante machine de propositions. Parfait partage son temps libre entre exercices physiques, parties de billard et lecture.

Parfait Romuald Iloki

Director of Communication and Cooperation (DCC)

Parfait Romuald Iloki was born on 11 October 1969. He is married and has four children. After completing his studies in Communication Science and Technologies at the Marien Nguabi University, followed by vocational training in Congo's media and government, he studied internationally. At the International University of La Francophonie (Alexandria, Egypt), he obtained a postgraduate degree in environmental communication, in co-tutelage with the University of Sherbrooke (Quebec, Canada).

Head of the public relations department at the DGGT from 2010 to 2014, the current DCC's mission is to organise the communication and cooperation of a dynamic ministry, masterfully managed since its inception in 2012 by the Minister Jean-Jacques Bouya. His aim is to build strategic and technical communication and cooperation within and outside the ministry and make his management a powerful generator of proposals. Parfait divides his free time between sport, pool games and reading.



Le pont route-rail sur le fleuve Congo

Congo road-rail bridge

Le processus de réalisation d'un pont sur le fleuve Congo suit son cours entre Brazzaville, Kinshasa et les partenaires au développement.

Plans for a bridge over the Congo River are ongoing between Brazzaville, Kinshasa and partners.

C'est un projet vieux comme les indépendances. L'idée de la construction d'un pont sur le fleuve Congo est réapparue en 2004, dans le cadre des grands projets prioritaires du NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique) et du Plan directeur des transports de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). En 2012, Brazzaville et Kinshasa, avec le soutien financier de la Banque africaine de développement (BAD), ont lancé les études nécessaires à la construction de cette infrastructure entre les deux capitales les plus proches de la planète, distantes de 4,5 kilomètres. La maîtrise d'ouvrage a été confiée à la CEEAC, mais cette institution s'appuie sur la Délégation générale aux grands travaux (DGGT) et, côté RDC, sur la direction des infrastructures, sous tutelle du ministère du Plan.

À la fin de l'année 2012, un atelier à Brazzaville a été organisé au cours duquel le cabinet conseil Egis a présenté un avant-projet sommaire. Les deux Congo y ont décidé de construire l'infrastructure dans la région de Maloukou, à une soixantaine de kilomètres en amont de Brazzaville et de Kinshasa. Les deux pays sont en train d'y développer des zones économiques spéciales (ZES), notamment

« Il ne s'agit pas de construire une passerelle entre Brazzaville et Kinshasa, mais bien un pont entre les deux Congo »

dédiées à l'industrie. Seize usines doivent y être mises en route du côté de Brazzaville. Future plateforme multimodale, Maloukou disposera d'un port sec et sera connectée au

port de Pointe-Noire via une bretelle de la Route nationale 1, dont la réhabilitation doit être achevée en 2016.

« Il ne s'agit pas de construire une passerelle entre Brazzaville et Kinshasa, mais bien un pont entre les deux Congo qui doit être utile à toute la sous-région, souligne Oscar Otoka, le coordonnateur technique de la DGGT. L'ouvrage assurera la continuité du trafic et évitera les transbordements. » Egis s'emploie à finaliser tous les dossiers afin d'organiser dans le courant de l'année une table ronde des bailleurs de fonds, déjà nombreux à s'intéresser au pont sur le Congo. Entre deux et trois milliards de dollars pourraient être nécessaires pour la réalisation de ce projet qui intègre également le prolongement du chemin de fer de Kinshasa à Ilebo,



dans le Kasai-Occidental, un nœud infrastructurel relié à la capitale par bateau et à Lubumbashi par chemin de fer.

Avant cette table ronde, deux ateliers seront organisés à Brazzaville et Kinshasa en vue de sensibiliser les différentes structures administratives sur l'opportunité d'un pont sur le Congo. Les experts devraient se pencher aussi sur les questions de facilitation du transport : « il ne sert à rien de construire un tel ouvrage s'il faut ensuite passer deux à trois heures à la frontière », rappelle Oscar Otoka. ■

the African Development Bank (AfDB). ECCAS entrusted the project management to the DGGT (Congo) and the Ministry of Planning (DRC).

Preliminary designs were presented by Egis Consulting Engineers at the end of 2012. Maloukou, about 60 km upstream from Brazzaville and Kinshasa, and where Congo and DRC are building industrial Special Economic Zones (SEZ), was chosen as the ideal site. Brazzaville has 16 factories planned in Maloukou, which is destined to become a multimodal platform with a dry port and a slip road to the highway to Pointe-Noire.

DGGT Technical Coordinator Oscar Otoka says that “the bridge between the two Congos must be useful to the entire sub-region, ensure continued traffic and thereby avoid transshipment”. Egis is planning a round table for interested donors during the year. The project requires financing of \$2 to \$3 billion and

“The bridge between the two Congos must be useful to the entire sub-region, ensure continued traffic and thereby avoid transshipment”

also includes extending the railway from Kinshasa to Ilebo in Kasai-Occidental, an infrastructure node linked to the capital by boat and to Lubumbashi by railway.

Prior to this round table, Brazzaville and Kinshasa will hold awareness workshops for various state departments. Customs facilitation is also under discussion. “There's no point in building a bridge if transport is held up at the border,” says Oscar Otoka. ■

Esquisse du futur pont route-rail sur le fleuve Congo

Sketch of the planned Congo River road-rail bridge

The idea for a road-rail bridge over the Congo River to link Brazzaville and Kinshasa first arose during the independence era, before becoming a NePAD and ECCAS priority project in 2004 as part of the Central African Consensual Transport Master Plan. Feasibility studies were carried out in 2012, financed by

DE L'« EAU POUR TOUS » LES CONGOLAIS

La DGGT joue sa partition

La République du Congo dispose de l'un des réseaux hydrographiques parmi les plus denses au monde, notamment grâce au fleuve Congo, le deuxième le plus puissant derrière l'Amazone, et ses nombreux affluents. À la richesse de ses cours d'eau s'ajoute une pluviométrie abondante. Pourtant, le pays pâtit d'un accès à l'eau potable insuffisant. Même dans les villes où cette ressource est censée être à la portée d'une part importante de la population, l'eau ne coule pas tous les jours dans les robinets. En cause : l'insuffisance de la quantité d'eau traitée, mais aussi la vétusté du réseau de canalisations. En 2012, la société nationale de distribution d'eau (SNDE) enregistrait encore des pertes de l'ordre de 50 %. Les pénuries frappent les deux plus grandes villes

« Sept nouveaux réservoirs et 180 kilomètres de réseaux primaires ont été construits »

du pays, Brazzaville et Pointe-Noire, où se concentre la moitié de la population. Les habitants y sont parfois contraints, comme dans le reste du pays, d'y acheter des bidons d'eau auprès de particuliers qui disposent de forages.

C'est pourquoi les autorités ont lancé depuis 2009 plusieurs projets qui visent à permettre l'accès à chaque Congolais, aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale, à cette ressource indispensable. Plusieurs entités administratives ont été mises à contribution pour relever ce défi, à commencer par la Délégation générale aux grands travaux (DGGT). Leur objectif : améliorer un taux d'accès qui était au début des années 2010 de 10 % en milieu rural et 50 % en zone urbaine. Ce taux est déjà passé au début de l'année 2015 à 62 % en ville et 38 % à la campagne, selon la DGGT.

Brazzaville : un travail achevé en amont
Depuis 2009, la DGGT a eu à gérer, en tant que maître d'œuvre délégué, le projet Djiri, aujourd'hui arrivé à son terme. Celui-ci a d'abord consisté dans la réhabilitation de l'ancienne usine de traitement d'eau de Djiri, construite en 1983 avec



Kit de réservoir et bornes-fontaines « Eau pour tous », en zone rurale

une capacité de 2 250 m³/h. La réception provisoire des travaux de la part de la société chinoise China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation (CMEC) a été enregistrée le 10 décembre dernier par la DGGT, la réception définitive n'étant prononcée qu'après une année de fonctionnement. Le projet, d'un montant total de 290 milliards de FCFA, incluait également la construction d'une nouvelle usine, Djiri 2, mitoyenne à Djiri 1, au nord de Brazzaville, d'une capacité de 5 250 m³/h. Elle a été définitivement réceptionnée en juillet dernier. Toujours dans le cadre de ce projet, sept nouveaux réservoirs ont été construits à Brazzaville pour un volume total de

21 300 m³ – à Itatolo (6 000 m³), Sadelmi (5 000 m³), Soprogi (3 500 m³), Mayanga (3 000 m³), Mont Boukiéro (2 250 m³), Ndouo (1 250 m³) et Ngampoko (300 m³) – de même qu'un réseau primaire de 180 kilomètres au total, pour notamment relier ces derniers.

Cela signifie que Brazzaville dispose aujourd'hui d'une capacité de 7 500 m³/h et d'un réseau primaire neuf, suffisant pour alimenter près de 80 % de la ville et sa périphérie, le reste devant être couvert par l'ancienne usine du Djoué, située au sud de la capitale. Les infrastructures construites prennent en compte le développement toujours plus important, et

parfois non contrôlé, de Brazzaville. Elles améliorent l'accès à l'eau des quartiers périphériques nord de la capitale.

En aval, la SADE à l'œuvre avec la SNDE

Il faut noter que l'eau ne coulera dans tous les robinets qu'à partir du moment où les canaux secondaires et tertiaires du réseau d'alimentation, qui datent pour la plupart des années 1960, auront été réhabilités. C'est l'objet du contrat signé en 2013 par l'État avec la société française Veolia et sa filiale, la Société auxiliaire de distribution d'eau (SADE), dans le cadre du Projet Eau, Électricité et Développement Urbain (PEEDU), cofinancé par la Banque mondiale et le Congo (80 %) à

LA PROVINCE N'EST PAS OUBLIÉE

- À Ewo, chef-lieu de la Cuvette-Ouest, une unité de potabilisation de l'eau – « potabloc » – de 200 m³/h a été posée par la société Swiss Water, de même qu'un réseau de vingt kilomètres de canaux.
- À Kinkala, préfecture du Pool, les travaux de construction d'une nouvelle usine d'une capacité de 250 m³/h sont pratiquement achevés par l'entreprise chinoise China Geo-Engineering Corporation International (CGC Int'l), de même que la pose d'un réseau de distribution de 52 kilomètres par l'entreprise de construction ETDE/PROCOB.
- À Sibiti, chef-lieu du département de la Lékoumou, la construction de la seconde station de traitement d'eau de 120 m³/h est en voie d'achèvement, tout comme la réhabilitation des forages existants. Dans cette ville qui a accueilli la municipalisation accélérée en 2014, des travaux supplémentaires sont nécessaires en plus des 45 kilomètres de réseaux prévus à l'origine, en raison des dégâts accidentels que le réseau a subis dans le cadre des travaux de voiries urbaines.

The Djiri plant water quality analysis laboratory



Bureau d'analyses de la qualité de l'eau de l'usine de Djiri

hauteur de 125,5 millions de dollars. Les deux projets paraphés concernent la réhabilitation de 212 kilomètres de réseaux de distribution d'eau, la réalisation de 53 000 branchements privés, avec compteurs à la consommation, et de 175 bornes-fontaines. La société Veolia, quant à elle, se chargera à travers un contrat de services du renforcement des capacités techniques, commerciales et financières de la SNDE. À Pointe-Noire, la capitale économique du pays, la SADE, dans le cadre de ce même programme PEEDU, est en train de construire 41 kilomètres de conduites d'eau, 20 000 branchements privés et 30 bornes-fontaines. Le projet d'implantation d'une

unité de potabilisation de l'eau – « potablocs » – de 1 500 m³/h par l'entreprise Swiss Water est en cours d'exécution. Un projet de construction d'une usine sur la Louémé, d'une capacité de 5 250 m³/h, ainsi que de 51 kilomètres de canalisation, y est également prévu. ■

WATER FOR ALL IN CONGO

The DGGT plays its part



Forage « Eau pour tous » réalisé par l'entreprise brésilienne Asperbras. Les forages peuvent atteindre plusieurs centaines de mètres.

Some of the boreholes drilled can reach several hundred metres.

Despite having one of world's densest river systems, mainly due to the Congo River, second only to the Amazon, and its tributaries, as well as abundant rainfall, Congo lacks access to drinking water. Even in cities with a supply network that is supposed to give a large number of people easy access, the taps often run dry. This is due to an insufficient amount of treated water and the dilapidated network. In 2012, the national water supply company (SNDE) was still losing around 50%. Even the biggest cities, like Brazzaville and Pointe-Noire, where half of the population lives, are hit by shortages and people are often forced to buy cans of water from borehole owners, like in the rest of the country.

To remedy this situation, in 2009 the state launched several projects to bring this essential resource to all, in both urban and rural areas. Several state departments, starting with the General Delegation of Major Public Works (DGGT), are involved in meeting this challenge. The objective is to improve on the 2010 access rate of 10% in rural areas and 50% in urban areas. At the start of 2015, the rate had already risen to 62% in cities and 38% in the country, according to the DGGT.

Upstream, work in Brazzaville is finished

Since 2009, the DGGT has had the responsibility, as the delegated project manager, of overseeing the Djiri project, which is now complete. This project consisted of rehabilitating the old Djiri water treatment plant, with a capacity of 2,250 m³/h, which was built in 1983. The work was carried out by the China National Machinery & Equipment Import & Export Corporation (CMEC). The completed site was provisionally handed over to the DGGT on 10 December 2014, and final handover is due after a year of operation. The 290 billion CFA franc project also included building a new 5,250 m³/h plant, Djiri 2, alongside Djiri 1, north of Brazzaville, which was completed and handed over in July 2014. Also in the context of this project, seven new reservoirs were built in Brazzaville, with a total of 21,300 m³. They are in Itatolo (6,000 m³), Sadelmi (5,000 m³), Soprogi (3,500 m³), Mayanga (3,000 m³), Mont Boukiéro (2,250 m³), Ndouo (1,250 m³) and Ngampoko (300 m³), and are all linked to a new 180 km primary system.

This means that Brazzaville now has a capacity of 7,500 m³/h and a new primary system capable of supplying nearly 80% of the city and its outskirts, with the old Djoué plant, located south

PROVINCIAL PROJECTS

- In Ewo, the administrative capital of Cuvette-Ouest: a 200 m³/h "potabloc" water purification unit was built by Swiss Water, along with 20 km of supply system pipes.
- In Kinkala, the prefecture of Pool: construction work on a new 250 m³/h water treatment plant being built by China Geo-Engineering Corporation International Ltd. (CGC Int'l) is nearing completion, as is the laying of 52 km of supply system pipes by ETDE/PROCOB.
- In Sibiti, the administrative capital of Lékoumou: construction of the second 120 m³/h water treatment plant is almost complete as is the rehabilitation of existing boreholes. In this town, which underwent accelerated municipalisation in 2014, extra work is required in addition to the originally planned 45 km because of damage to the system during urban roadworks.



of the capital, supplying the remainder. This new infrastructure takes into account Brazzaville's ever-growing population and rapid, often haphazard development and improves supply to the northern districts (Makabandilou, Massengo, Nkombo, Kintélé, Nganga-Lingolo, etc.).

Downstream, SADE works with SNDE

Water will only really start flowing from the taps once the secondary and tertiary pipelines of supply system, most of which were first built in the 1960s, have been rehabilitated. The State contract signed in 2013 with France's Veolia and its subsidiary,

"At the start of 2015, the access rate had already risen to 62% in cities and 38% in the country"

the Société Auxiliaire de Distribution d'Eau (SADE), falls within the Water, Electricity and Urban Development Project (PEEDU), co-financed by the World Bank and

Congo (80%) to the tune of \$125.5 million. It will rehabilitate 212 km of secondary and tertiary supply system pipelines, ensure 53,000 household connections and water meters, and 175 standpipes. Veolia has a service contract to strengthen the SNDE's technical, sales and financial capacity. In Pointe-Noire, SADE, as part of the PEEDU, is building 41 km of water pipes, 20,000 household connections and 30 standpipes. Swiss Water is setting up a 1,500 m³/h "potabloc" mobile water production unit. Plans for a 5,250 m³/h plant on the Louémé and 51 km of pipeline are also underway. ■

Des forages jusqu'aux confins des villages

Les usagers congolais ont vu pousser depuis 2013, sur le bord des routes, d'étranges installations, mini-châteaux d'eau aux couleurs du drapeau national – vert, jaune, rouge – qui affleurent derrière la végétation dense et les petites huttes villageoises. Ce sont les forages réalisés dans le cadre du projet « Eau pour tous ». Parmi tous les villages congolais, les autorités ont choisi en août 2013 Kingoma, distante d'environ sept kilomètres de Madingou Poste, dans le département de la Bouenza, pour lancer ce vaste programme hydraulique et y creuser un premier forage d'expérimentation. Ses habitants avaient jusque-là toujours recueilli l'eau de pluie et utilisé l'eau non traitée des sources pour satisfaire leurs besoins, avec des conséquences qui ont pu s'avérer mortelles.

Un taux d'exécution satisfaisant

Confié à la société brésilienne Asperbras et entièrement supporté par le budget de l'État congolais, pour près de 193 milliards de FCFA, ce projet d'une durée de trois ans consiste dans la construction d'au moins 4 000 forages. Les localités de 300 à 1 000 habitants bénéficient d'une seule de ces structures et celles de 1 000 à 3 000 habitants s'en voient attribuer de deux à trois. Les villages de plus de 3 000 habitants, quant à eux, sont équipés de trois à quatre forages. À travers ces équipements, le gouvernement congolais compte, dans les trois ans, faire bénéficier de l'eau potable à 90 % des populations rurales.

« Le chiffre de 4 000 forages est contractuel et nous allons sans doute déborder à 4 400 unités, car la demande est très forte, précise M. Oscar Otoka, le coordonnateur technique de la DGGT. Aujourd'hui (en janvier dernier), on peut estimer à 30 % le nombre de forages réalisés, soit environ 1 250 structures, un taux d'exécution satisfaisant, poursuit-il. À terme, il concernera près de 2 000 villages. » Ces forages sont livrés avec un dispositif de trois réservoirs de mille litres chacun, des bornes-fontaines et des accessoires de potabilisation de l'eau qui fonctionnent grâce à l'énergie solaire.

Un taux d'accès attendu en forte hausse

En termes statistiques, lorsqu'un village aura été équipé, ses foyers seront considérés comme desservis en eau potable. La Banque mondiale comptabilise ce type de données dans l'appellation « Source d'eau améliorée en milieu rural ». Elle correspond à un « accès raisonnable à une quantité suffisante d'eau (20 litres par jour) venant d'une source située dans un rayon d'un kilomètre de l'habitation, telle qu'une prise d'eau ménagère, un réservoir public au sol, un puits protégé ou encore des eaux pluviales collectées ». En opposition, les sources dites « non améliorées » comprennent les vendeurs, les camions-citernes et les sources et puits non protégés. En 2012, ce taux d'accès à une source améliorée en milieu rural, en République du Congo, était de 38,8 %, contre 34,6 % en 2005 (95,7 % en 2012 en zone urbaine). Autant dire que la prise en compte des avancées réalisées grâce au projet « Eau pour tous » va faire bondir ces données. ■



Forage « Eau pour tous »

"Water for All" borehole

Wells in the heart of the most remote villages

Since 2013, Congo's rural population has seen a huge increase in the number of mini water towers – coloured like the national flag in green, yellow and red – springing up along the roadside, visible amongst dense vegetation and scattered between village huts. This is because the state has ramped up its "Water for All" project and, in August 2013, chose to launch this huge rural borehole project in Kingoma, about 7 kilometres from Madingou Poste in the county of Bouenza, where the first test well was drilled. Up until then, villagers had relied on rainwater collection and untreated sources with often deadly consequences.

Satisfactory implementation rate

Being carried out by Brazilian company Asperbras and entirely financed by the state budget in the amount of 193 billion CFA francs, this three-year project consists of drilling at least 4,000 boreholes. Villages of 300 to 1,000 inhabitants will be given one well, those with 1,000 to 3,000 inhabitants will have two to three wells while those villages with over 3,000 will get three to four wells. Through this "Water for All" borehole project, the state intends to supply 90% of the rural population with drinking water over the next three years.

"The figure of 4,000 boreholes is what is stated in the contract but it will probably extend to 4,400 units due to high demand," says Oscar Otoka, DGGT technical coordinator. "Currently (in January 2015), we can estimate that around 30% of the wells had been drilled, which is around 1,250 units, and a satisfactory implementation rate. Ultimately, almost 2,000 villages will be equipped." The boreholes are delivered with three 1,000-litre reservoirs, standpipes and solar-powered water purification units.

Improved access rates

In statistical terms, once a village has been equipped with boreholes, its households are considered as having a drinking water supply. The World Bank records this sort of data under its "improved rural water source" statistics. It corresponds to "reasonable access to an adequate supply (20 litres or more per day) of drinking water that comes from a source located within a kilometre of the dwelling, such as piped household water, public taps or standpipes, tube wells or boreholes, and rainwater collection". In contrast, "Non-improved" sources include street vendors, tanker trucks, and unprotected springs and wells. In 2012, Congo's improved rural source access rate was 38.8% (95.7% in urban areas), against 34.6% in 2005. The progress made in the "Water for All" project is sure to boost this data. ■



LES MUTATIONS DE OUESSO

Le département de
la Sangha est le dixième à
accueillir la municipalisation
accélérée.



Chantier du nouveau stade de Ouesso, réalisé par l'entreprise chinoise SZTC

The Ouesso Stadium, being built by China's SZTC

Ouesso se transforme depuis plusieurs années déjà pour jouer son rôle de capitale économique de la Sangha et de région de transit avec les pays voisins. La municipalisation accélérée en cours va grandement contribuer à cette ambition.

Les personnes qui visitent Ouesso pour la première fois ont du mal à croire que le chef-lieu du département de la Sangha, situé à 870 kilomètres au nord de Brazzaville, n'a pas encore abrité de chantier infrastructurel de premier ordre pour se moderniser. Commune de plein exercice depuis 1984, cette ville créée à la fin du XIX^e siècle au confluent des rivières Sangha et Ngoko ne cesse de grandir pour prendre sa place de capitale économique d'une région riche en ressources. Avec une trentaine de milliers d'habitants, elle est cette année la capitale du département qui va accueillir la dixième municipalisation accélérée, un processus impulsé en 2004 pour développer tous les départe-

ments du Congo. « Certains de nos habitants, un peu fiers, jugent que l'on n'a pas besoin de cette municipalisation que l'on a tant attendue, puisque notre ville dispose déjà de kilomètres de bitume et qu'elle a commencé à changer depuis quelques années déjà », explique ce commerçant. « Ce qu'ils ignorent, précise M. Nzinga, directeur technique de la municipalisation accélérée de Ouesso à la Délégation générale aux grands travaux (DGGT), c'est que les infrastructures réalisées depuis environ cinq ans l'ont été dans le cadre de cette municipalisation. Nous avons pris de l'avance, comme cela a pu se faire dans d'autres villes, et nous allons cette année réellement accélérer le processus. »

Une agence de la BEAC pour booster l'économie

L'une des dates importantes de Ouesso, ces dernières années, a été l'installation de la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) au cœur de la ville, à l'angle formé par la rue des Grandes endémies et l'avenue du Président Marien Ngouabi, principale artère qui mène au fleuve Sangha. Ouesso se trouve à un jet de pierre du Cameroun, dont elle est séparée par la rivière Ngoko, alors que le département de la Sangha est frontalier du Gabon à l'ouest et de la République centrafricaine à l'est. L'implantation de cette agence s'inscrit donc dans le processus d'intégration et de monétisation de toute la région, ainsi que du développement ambitieux de son économie, basée sur l'industrie forestière, l'agriculture et les mines. L'agence a été inaugurée en mars 2009 par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Haut de quatre étages et de 26 mètres, son bâtiment domine l'avenue qui a été réhabilitée en 2011 sur ses 3 100 mètres de long.

Marien Ngouabi : l'avenue centrale de Ouesso

Des bâtiments modernes continuent de pousser dans son élan et la plupart des institutions publiques et privées, notamment les banques (La congolaise de banque, Banque congolaise de l'habitat, Crédit du Congo, Mucodec et plusieurs établissements de microfinance), y sont installées. Dans le cadre du dialogue instauré avec les habitants, les commerçants du marché central ont émis le souhait que leur nouvel édifice soit construit au centre de la ville, toujours sur l'avenue Marien Ngouabi, non loin de celui qui est appelé à être détruit et remplacé par l'hôtel de ville. C'est au milieu de cette même avenue que trône l'immense Place Rouge. Envahie la journée par les collégiens qui viennent y pratiquer du sport, sous l'œil protecteur de l'église Saint-Pierre Claver, elle devient à la tombée de la nuit un lieu de sortie, entre les barbecues, bars, restaurants et autres boîtes de nuit.

Des travaux avancés

Aujourd'hui, la ville dispose d'environ sept kilomètres de voiries bitumées. L'ambition du processus de municipalisation accélérée est d'en ajouter près de 32 kilomètres. Lors de notre passage, en janvier dernier, plusieurs infrastructures étaient à un état avancé de réalisation, notamment celles qui seront indispensables à la bonne tenue de la fête nationale, le 15 août prochain. C'était le cas du palais présidentiel, situé dans le quartier Mbindzo, qui occupe un espace important sur les rives de la Sangha. Les équipes de l'entreprise China Road and Bridge Corporation (CRBC), déjà actrice de nombreuses étapes de la municipalisation accélérée dans le pays, s'activaient également sur le boulevard qui accueillera le défilé du 15 août. Même si un retard a été accumulé en fin d'année dans la réalisation du stade, en raison d'une pénurie en sable, une partie de celui-ci a été rattrapée et l'édifice commençait déjà à prendre sa forme finale.

L'hôpital général, réalisé par Asperbras, peinait à pointer au-dessus de l'enceinte qui cache les travaux, et l'entreprise brésilienne n'a pas souhaité communiquer l'état d'avancement de ces derniers. Mais l'infrastructure sera bien indispensable aux habitants de la région, alors

que l'ancien hôpital de base est de plus en plus petit pour une population qui ne cesse de croître. L'aéroport national de Ouesso, quant à lui, a vocation à devenir international, comme le sont déjà ceux de Brazzaville, de Pointe-Noire et d'Ollombo. Les travaux de réhabilitation et de mise aux normes Boeing 747/Airbus A340-300 des chaussées sont bien avancés. Signe de l'effervescence économique que connaît la région, les vols hebdomadaires vers Brazzaville sont régulièrement pris d'assaut, notamment par les hommes d'affaires.

Bientôt l'eau et l'électricité 24 h/24

S'il existe des infrastructures que les Ouessoises et Ouessois attendent, ce sont bien celles qui devront leur permettre d'accéder à l'eau potable et à l'électricité à toute heure de la journée. Aujourd'hui, chacune de ces ressources est rationnée. L'électricité est fournie de 17 h à minuit grâce à une centrale thermique de quatre mégawatts (MW). Bientôt, la mise en route de la centrale hydroélectrique de Liouesso, construite sur la rivière Lengoué, devra permettre l'accès à l'électricité toute la journée à Ouesso mais aussi à

Mokeko et aux villages alentour. La pose de la première pierre de cette centrale de 19,2 MW a eu lieu en mars 2012 et la fin de ses travaux est attendue pour 2016. Pour environ 54 milliards de FCFA, l'entreprise chinoise Ghezuba Group Compagny Limited est aussi bien chargée de sa construction que de celle du réseau de transport électrique.

La construction du système d'adduction d'eau potable et d'une nouvelle usine, de même que la réhabilitation de l'ancienne station d'eau de Ouesso, sont également en cours. L'édification de l'échafaudage nécessaire à la construction du nouveau château a nécessité près de 200 tonnes de tubes, qui formaient en janvier dernier une impressionnante « ruche métallique ». Sa contenance sera de 1 600 m³, qui viendront s'ajouter aux 400 m³ de l'ancien château d'eau réhabilité. 6 400 mètres de réseaux primaires, secondaires et tertiaires sont également en cours de réalisation. Une vingtaine de kilomètres de réseau existe déjà, dont une partie devra être déplacée en lien avec les travaux de voiries. ■



L'un des derniers tronçons de la RN2 en cours de bitumage

Tarring one of the last sections of the RN2

DES ROUTES QUI DÉSENCLAVENT LA SANGHA

Tous les Ouessois vous le diront : leur ville est incroyablement plus facile d'accès et connectée au reste du pays, par la route, depuis que la Route nationale 2, qui la relie à Brazzaville, a été réhabilitée. D'autres chantiers routiers tendent à faire jouer à cette région son rôle de transit et d'intégration entre le Congo et les pays de la sous-région. Tour d'horizon non exhaustif.

* Mambili-Ouesso : en janvier dernier, il ne restait plus qu'une vingtaine de kilomètres de bitume à réaliser à l'entreprise China Road and Bridge Corporation (CRB) sur le tronçon Mambili-Ouesso, et ainsi achever cette bretelle de la Route nationale 2.

* Pont sur la rivière Liouesso : les autorités avaient donné jusqu'au 15 août pour construire le pont sur la rivière Liouesso. Les travaux étaient en avance en janvier dernier et cette infrastructure viendra clore la réalisation de la Route nationale 2.

* Ketta-Biessi-Sembe : ce tronçon de 169 kilomètres, qui est à un état avancé de réalisation, sera la première infrastructure routière moderne reliant le Congo au Cameroun. 121 kilomètres avaient été réalisés en décembre dernier. Les travaux sont exécutés par la société chinoise Sinohydro, pour un coût global de 96,8 milliards de FCFA, partagés entre le Fonds africain de développement (FAD) et l'État.

OUESSO'S TRANSFORMATION

Accelerated municipalisation comes to Sangha.

Ouesso has undergone many changes over the years to play its role as Sangha's economic capital and transit region for neighbouring countries.

People visiting Ouesso for the first time find it hard to believe that Sangha's administrative capital, located 870 km north of Brazzaville, has not yet benefited from first-rate, modern infrastructure projects. Founded in the late nineteenth century at the confluence of the Sangha and Ngoko rivers, Ouesso has grown to become the economic capital of this resource-rich region. With thirty thousand inhabitants, it is the tenth town to undergo accelerated municipalisation, a process implemented in 2004 to develop all counties in Congo. One trader said "Some people consider that this long-awaited municipalisation is not really necessary, since our town already has kilometres of tarred roads and has been modernising for years". Mr. Nzinga, DGGT Technical Director for Ouesso's accelerated municipalisation says, "What they do not know is that the infrastructure built over the past five years is part of municipalisation. We had a head start, like some other towns, and this year we will actually speed up the process."

ROADS OPENING UP SANGHA

Everyone in Ouesso will tell you that their town is incredibly easy to get to and well connected to the rest of the country, by road, since the rehabilitation of the National Highway 2 that leads to Brazzaville. Other road projects tend to reinforce the region's role of transit and integration between Congo and the countries of the sub-region. Here's a brief overview.

* Mambili-Ouesso: in January 2015, only around 20 km remained to be tarred on the Mambili-Ouesso section by China Road and Bridge Corporation (CRBC), and thereby complete this slip road to the National Highway 2.

* Bridge over the Liouesso River: The state had set the deadline for completion of the bridge over the Liouesso River at 15 August. The work was ahead of schedule in January. This infrastructure is the final stage of the National Highway 2.

* Ketta-Biessi-Sembe: this 169 km stretch, which is in an advanced state of completion, will be the first modern road infrastructure linking Congo to Cameroon. In December 121 km had been completed. Work is being carried out by Chinese company Sinohydro for a total cost of 96.8 billion CFA francs, co-financed by the African Development Fund (ADF) and the state.

A BEAC agency to boost the economy

An event of some significance in Ouesso, in recent years, was the establishment of the Bank of Central African States (BEAC) in the town centre, on the corner of the Rue des Grandes Endémies and President Marien Ngouabi Avenue, the main street that leads to the Sangha River. Ouesso is just a stone's throw from Cameroon, with the Ngoko River separating the two countries, while the county of Sangha itself is bordered by Gabon in the west and Central African Republic in the east. The establishment of this BEAC agency falls within the context of the regional integration and monetisation process, and that of Sangha's ambitious development of its economy based on forestry, agriculture and mining. The agency was inaugurated in March 2009 by President Denis Sassou-Nguesso. The four-storey building is 26 metres tall and overlooks the 3,100 metre-long avenue that was rehabilitated along its entire length in 2011.

Marien Ngouabi, Ouesso's central avenue

Other modern buildings have continued to go up, following in the footsteps of the BEAC. Several pivotal public and private institutions, mainly banks (La Congolaise de Banque, Banque Congolaise de l'Habitat, Crédit du Congo, MUCODEC and several microfinance institutions), have set up in Ouesso. As part of the ongoing dialogue with residents, merchants from the Central Market have expressed the wish that their new building be built in the town centre, still on Marien Ngouabi Avenue, not far from the existing market building that is to be demolished and replaced by the new town hall. The immense Place Rouge is situated in the middle of this same avenue. During the day, Place Rouge is invaded by high school students playing different sports, under the watchful eye of Saint-Pierre Claver Church, and at nightfall it becomes a gathering place for those having a night out on the town, going to barbecues, bars, restaurants and night clubs.

Work well underway

Today the town has about seven kilometres of tarred roads. The ambition of the accelerated municipalisation process is to add about another 32 kilometres. During our visit in January, several facilities were in an advanced state of completion, particularly those that are essential to the smooth running of the Independence Day festivities on 15 August, such as the presidential palace in the Mbindzo district, which occupies a large space on the banks of the Sangha. Workers from the China Road and Bridge Corporation (CRBC), a construction company that has been

very active in the country's accelerated municipalisation projects, are busy on the boulevard that will host the 15 August parade. Although, at the end of last year, there was a delay on the stadium construction because of a shortage of sand, they are catching up, and the building was beginning to really take shape.

The general hospital, however, which is being built by Asperbras, was hardly visible from behind the enclosure surrounding the site, and the Brazilian company declined to disclose the status of the work. But this facility will be essential to many people in the region, especially as the old basic hospital is struggling to cope with an ever-growing population. The Ouesso National Airport, which has ambitions to become international, like those in Brazzaville, Pointe-Noire and Ollombo, is undergoing renovation. The runways are being upgraded to Boeing 747/Airbus A340-300 standards and work is progressing well. A sure sign of the region's economic buoyancy is that the weekly flights to Brazzaville are generally full, especially with businessmen.

Water and electricity 24/7

The infrastructure most looked forward to by Ouesso's citizens is that which will bring them drinking water and electricity at any time of day or night. Currently, electricity is provided from 5 pm to midnight by a four megawatt (MW) thermal power plant. In the not too distant future, the Liouesso hydroelectric power plant, being built on the Lengoué River, will provide electricity twenty four hours a day in Ouesso as well as in Mokéko and surrounding villages. The first stone of the 19.2 MW plant was laid in March 2012 and work is due for completion in 2016. The China Ghezouba Group Company Limited is busy on its construction as well as that of the electricity transmission system, at a cost of around 54 billion CFA francs.

Also underway are a new water supply system, water treatment plant, and the rehabilitation of the old Ouesso water station. The new water tower will have a 1,600 m³ capacity, while 6,400 metres of primary, secondary and tertiary systems are also in progress. Part of the existing 20 km of supply system will be moved to accommodate road works. ■



« Les gens ont soif de voir les choses aller de l'avant »

Adolphe Elemba est depuis 2008, le préfet du département de la Sangha. Il évoque pour *Reflét* la transformation économique et sociale du département qu'il dirige.

Comment définiriez-vous le département de la Sangha ?

Nous sommes un département essentiellement marqué par la grande forêt tropicale, avec une population de 110 à 120 000 habitants, un chiffre qui sera révisé cette année après un nouveau recensement. Il est émaillé de rivières, avec la plus grande d'entre elles, la Sangha. Ses caractéristiques économiques sont essentiellement forestières. Les sociétés qui s'y emploient fonctionnent bien, elles sont certifiées et entretiennent leur environnement. La seconde caractéristique économique de la Sangha est agricole, avec le cacao, dont la production atteint aujourd'hui environ 1 600 tonnes par an. Cela est encore très faible, car la population a vieilli et les jeunes n'ont pas repris le flambeau auprès de leurs parents. Mais nous travaillons avec les sociétés forestières, comme CIB-Olam, qui se tourne aussi vers l'agroalimentaire (voir pages 42). Nous avons aussi le manioc, l'une des grandes cultures vivrières du département. L'aliment de base reste la viande, avec des chasses réglementées par la loi et surveillées par des éco-gardes. Nous sommes une population bantoue qui vit avec les populations autochtones, lesquelles participent beaucoup au développement du département. Elles n'y sont pas marginalisées comme elles peuvent l'être ailleurs.

Comment la Sangha a-t-elle évolué ces dernières années ?

Il y a encore quelques années, voire quelques mois, il était difficile de circuler

dans notre département. Vous savez déjà combien la Nationale 2 ouvre la région au reste du pays. Par ailleurs, la route Mambili-Ouessou est en voie de finition, alors que la route transrégionale Keta (Congo)-Djoum (frontière)-Sangmelima (Cameroun), en construction, sera fonctionnelle à la fin de l'année à Sembé. Ouessou est une ville de transit et elle a été retenue comme une zone économique spéciale, une future métropole de développement. Un corridor va se faire avec notre voisin camerounais grâce au futur pont sur la Sangha, mais aussi un corridor téléphonique jusqu'en Centrafrique. Le

L'aliment de base dans la Sangha reste la viande, avec des chasses réglementées par la loi et surveillées par des éco-gardes.

Cameroun est notre voisin immédiat, nombre de ses ressortissants participent à notre vie économique et c'est un atout dans les échanges d'expériences. Il ne manque pas de problèmes également, notamment liés à nos zones minières, mais elles seront bientôt réglementées avec l'installation de comptoirs dans lesquels l'or sera vendu.

Comment évolue la municipalisation de Ouessou et du département ?

L'effort de municipalisation accélérée est déjà visible. Les travaux, notamment ceux qui sont liés à la fête nationale, sont



Adolphe Elemba, préfet du département de la Sangha

Adolphe Elemba, Prefect, Sangha

bien avancés. Il faut noter que le barrage va rendre un grand service à nos concitoyens. Il va également libérer l'économie, en aidant notamment les compagnies forestières qui ploient sous les coûts du gasoil. Autrefois, les gens étaient enclavés, aussi bien géographiquement que mentalement. Aujourd'hui, notre département est plus ouvert et les populations disent merci au président Denis Sassou N'Guesso et au gouvernement congolais. Maintenant, nous disons aux habitants : « la balle est dans votre camp ». Il faut produire pour que la route soit rentable. Les gens ont soif de voir les choses aller de l'avant.

L'aéroport de Ouessou va devenir international. Qu'en attendez-vous ?

Cet aéroport, qui est conçu aux normes de l'Airbus 330, va apporter beaucoup au tourisme. Nous sommes déjà un département touristique, avec trois parcs nationaux. Nous faisons aussi des efforts pour être une terre d'accueil avec moins de tracasseries à l'entrée. Les possibilités commencent à être exploitées en termes de tourisme d'affaires, avec une demande très forte pour les vols vers Brazzaville. ■

“PEOPLE CRAVE PROGRESS”

Adolphe Elemba, prefect of Sangha County since 2008, talks to *Reflét* about its economic and social transformation.

How would you define Sangha?

Sangha has a large tropical forest, a population of around 110-120,000, with a new census this year, and many rivers, the largest being the Sangha. Its economy is based on forestry, well operated by certified and environmentally sound companies, and cocoa, producing around 1,600 tonnes a year. This is still low, due to youngsters not taking over from their elders. We work with forestry companies, like CIB-Olam, which is diversifying

into agribusiness (see page 43). We grow cassava, a major food crop. Meat is still the staple food, with regulated hunting monitored by eco-guards. We are a Bantu people living with indigenous people, who contribute greatly to development and are not marginalised as they may be elsewhere.

How has Sangha changed in recent years?

Travelling used to be difficult here. The National Highway 2 has opened up the

Meat is still the staple food, with regulated hunting monitored by eco-guards.

region and the Mambili-Ouessou road is being finished. The trans-regional Keta (Congo)-Djoum (border)-Sangmelima (Cameroun) road, under construction, will open at the end of the year in Sembé. Ouessou, a transit town, is a special economic zone and future development centre. The bridge over the Sangha will create a corridor with Cameroon, and an information corridor with CAR is planned. Many Cameroonians participate posi-

tively in our economy. Some problems in our mining areas will soon be resolved with new gold-trading posts.

How is municipalisation progressing in Ouessou and the county?

Accelerated municipalisation is already visible, especially in the town and works related to Independence Day celebrations. The dam will make a huge difference to our citizens and the economy, as it will help forestry companies struggling with diesel prices. In the past, people were landlocked, both geographically and mentally. As our county opens up, they are grateful to President Denis Sassou-Nguesso and his government. Now we say to them, “The ball is in your court”. Produce to make the road profitable. People crave progress.

Ouessou airport will be international. What are your expectations?

The airport is designed to Airbus 330 standards and will boost tourism. We're already a touristic area, with three national parks and are making an effort to welcome people with less red tape on arrival. Business tourism opportunities are promising, with flights to Brazzaville in demand. ■



OUESSO : « Une ville d'ouverture et de rencontres »

Élu en octobre 2014 à la tête du conseil municipal de Ouesso, Thierry Maguessa prend la municipalisation accélérée de la commune comme un challenge à relever. Il explique à *Reflét* comment celle-ci se déroule actuellement.



Thierry Maguessa, maire de Ouesso

Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, Mayor of Ouesso

Quel est le profil de Ouesso, que l'on décrit souvent comme tournée vers les pays voisins, dont elle est proche ?

Ouesso est une ville de rencontres et d'ouverture, à la fois ouverture vers les pays limitrophes, principalement le Cameroun, mais aussi vers le cœur du Congo. L'importance du Cameroun était réelle autrefois, quand Ouesso était coupée du reste du pays par la route et que l'avion coûtait excessivement cher, mais aujourd'hui, nous constatons que la ville est totalement accessible à tout le pays. On accède aussi bien à Brazzaville qu'à Pointe-Noire, depuis Sibiti. Aller de Ouesso à Brazzaville nous prenait deux à trois jours ; aujourd'hui, grâce à la réhabilitation de la Nationale 2, cela nous prend tout au plus douze heures. La traversée de la rivière Mambili n'est plus pénible depuis que nous avons un pont. Nous avons aussi gagné dans l'organisation des services, car la route a permis le

changement des comportements, grâce au contact avec le reste du pays, dans un enrichissement réciproque. Elle permet également l'apparition de métiers que nous ne connaissons pas. Je vois des femmes, actives et ingénieuses, se lancer dans le petit commerce, ce qui répond à des problèmes sociaux visibles dans nos foyers.

Le tronçon Keta-Djoum, à la frontière avec le Cameroun, est également en train de se faire. Percevez-vous déjà des conséquences économiques ?

Oui, mais avec ses travers, car la route, pour les peuples de la forêt, n'amène pas toujours le bien, elle facilite le braconnage. Par ailleurs, il nous faut davantage préparer les mentalités à la route, c'est-à-dire à l'intégration régionale et à la réorganisation de la vie sociale et économique qu'elle doit engendrer. Au contact avec nos voisins

camerounais, une culture d'entreprendre se développe parmi nos concitoyens. Mais il faut également veiller à ce que les plantations de cacao ne soient pas gagées auprès de nos voisins.

Où en sont les travaux de la municipalisation accélérée dans Ouesso ?

Une idée, fautive, parmi les habitants de Ouesso, qui ont longtemps attendu la municipalisation, voudrait que la ville soit déjà municipalisée, car nous avons depuis 3-4 ans construit environ sept kilomètres de bitume. Mais cela est insuffisant. Certains travaux avancent aujourd'hui à merveille, comme l'aéroport, le palais présidentiel, l'hôpital général ou quelques voiries urbaines. Nous en sommes au début de l'exercice budgétaire et nous espérons que dans un mois ou deux, la municipalisation sera effectivement accélérée.

“OUESSO is a town of openness and encounter”

Elected in October 2014, Thierry Maguessa sees accelerated municipalisation as a challenge. He tells *Reflét* why.

Why is Ouesso often described as being open to neighbouring countries?

Ouesso used to be open to Cameroon in particular when it was cut off from the rest of the country and flying was over-priced, but now the town is accessible to all parts of the country. Getting to Brazzaville and Pointe-Noire from Sibiti is easy and going from Ouesso to Brazzaville now only takes 12 hours on the rehabilitated National Highway 2. The new bridge makes crossing the Mambili River painless. The road has simplified services, changed habits and allowed for the emergence of enterprise, with active and ingenious women running small businesses, improving their lives.

Are you seeing economic benefits of the Keta-Djoum section, under construction, on the border with Cameroon?

Yes, but with some problems for the forest people, as it facilitates poaching. We need to change attitudes to regional integration and the reorganisation of social and economic life the road will generate. An entrepreneurial culture is developing among our citizens. But we have to ensure that the cocoa plantations are not pledged with neighbouring Cameroon.

What is the status of Ouesso's accelerated municipalisation?

Some of Ouesso's citizens believe, falsely, that the seven kilometres of tarred road built over the past four years makes the town municipalised. There is a lot of progress on the airport, the presidential palace, the general hospital and a few urban roads. We have just started the budget year and hope that in a month or two, municipalisation will truly be accelerated.

What problems will Ouesso's municipalisation resolve?

I know the problems our citizens face, and that government programmes must respond. The Liouesso dam will be commissioned in 2015 to help with electricity problems. Our water supply system is being built. Our desire is that all projects progress as planned and that we have one of the best and most beautiful celebrations of the past few years.

Are young people benefiting from the building works?

Employing young, unskilled people can result in delays, when we need efficiency, but a number of young people from the town and its surrounds are working successfully with trained workers. ■

À quelles principales problématiques doit répondre la municipalisation à Ouesso ?

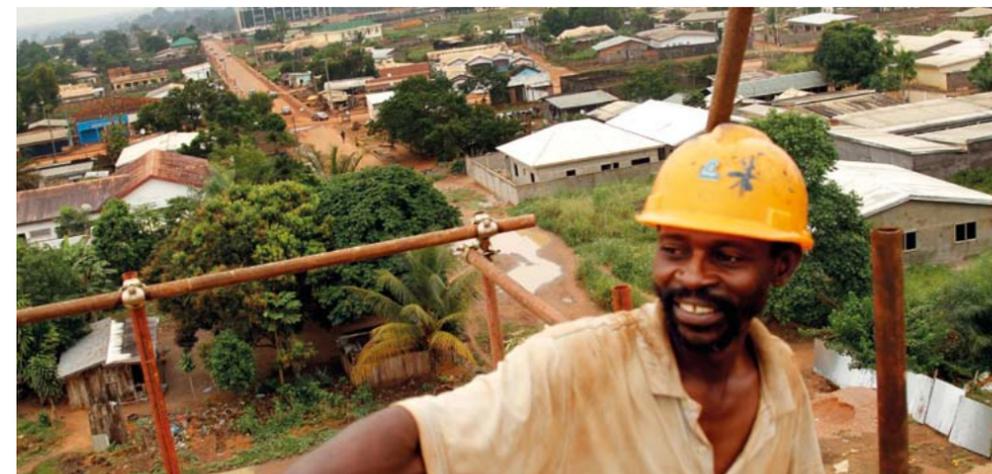
Je connais les problèmes auxquels sont confrontés nos administrés, mais je

connais aussi les programmes gouvernementaux qui doivent y répondre. La ville de Ouesso a un grand problème d'électricité, mais je sais qu'en 2015, le barrage de Liouesso sera en fonction.

Il existe aussi un souci de distribution d'eau, mais un réseau est en train d'être construit. Notre volonté est que l'ensemble des chantiers avance comme programmé et que nous réalisons l'une des plus belles fêtes, sinon la plus belle, de ces dernières années.

Les jeunes profitent-ils de l'activité des chantiers en cours ?

C'est une problématique complexe, car il faut répondre à l'impératif d'efficacité, pour réaliser les travaux dans les temps, tout en intégrant des jeunes qui ne sont pas encore formés à certains métiers. Cela se traduit par un certain retard que nous acceptons sur les chantiers. Nous constatons néanmoins qu'un nombre de jeunes de la ville et de la périphérie, pas autant que nous le voudrions néanmoins, arrivent à travailler avec les plus formés. ■



Vue de Ouesso, depuis le sommet du château d'eau en construction

Ouesso, from the top of the water tower under construction

Municipalisation accélérée : Qu'en pensent les Ouessois



M. DINGA,
dépositaire de boissons

Nous avons les mêmes besoins que la plupart des villes au Congo, c'est-à-dire l'eau, l'électricité et les voiries urbaines. Depuis trois ans, des portions de la ville ont commencé à être bitumées mais c'est insuffisant, la municipalisation accélérée est donc bienvenue. Certes, certains étaient fâchés du fait que nous ne sommes que la dixième ville municipalisée. Mais il faut bien prendre en compte la nécessité de varier les villes choisies entre le nord et le sud du pays. Chacun son tour...

M. DINGA,
beverage seller

We have the same needs as most cities in Congo, which are of course, water, electricity and urban roads. For the past three years, parts of the city began to be paved but not nearly enough, and so accelerated municipalisation is very welcome. Some people were angry that we were only the tenth town to be municipalised. But we have to take into account the need to vary selected cities between the north and the south. And await one's turn...

EMMANUEL,
employé au second port de Ouesso (Port autonome de Brazzaville et ports secondaires, PABS)

On voit déjà les choses changer : l'hôpital général, le stade. Autrefois, il fallait deux semaines voire jusqu'à un mois pour aller à Sembé. Aujourd'hui, un aller-retour peut se faire dans la journée, y compris avec des taxis qui ont développé le réseau. Cela fait trois ans que les routes commencent à être construites. On a commencé à voir le changement dès lors que la BEAC (Banque des États d'Afrique centrale) s'est installée ici, il y a trois ans, avec le goudron sur la grande avenue qui a suivi. Il est vrai que nous sommes un peu inquiets en ce qui concerne la municipalisation de Ouesso et la fin du mandat du président qui approche. Est-ce qu'il continuera ? Est-ce que cela va rester inachevé ? Le plus urgent pour la ville, c'est l'eau courante, car nous n'en disposons que de 17 h à minuit, ainsi que l'électricité. Aujourd'hui, quand la SNDE (Société nationale de distribution d'eau) ne fonctionne pas, parfois pendant deux semaines, nous sommes obligés d'acheter de l'eau chez des particuliers qui ont fait des forages. Le bidon de 25 litres se vend 25 FCFA.



EMMANUEL,
employee at Ouesso second port (Autonomous Port of Brazzaville and Secondary Ports)

We've seen lots of changes, like the general hospital and the stadium. And for the past three years they've been building roads. Now we can do a return trip to Sembé in a day instead of the previous two weeks to a month! We started to see the change when the BEAC moved here three years ago, and the main avenue was tarred. It's true that we're a little worried about the municipalisation of Ouesso with the end of the president's term approaching. Will it continue? Will it remain unfinished? The most urgent need for the town is running water because we only have it from 5 pm to midnight, and the same for electricity. When the SNDE water company does not work, sometimes for two weeks, we are forced to buy water from private individuals who have boreholes. A can of 25 litres sells for 25 CFA francs.



AUDREY, vendeuse au marché de Ouesso

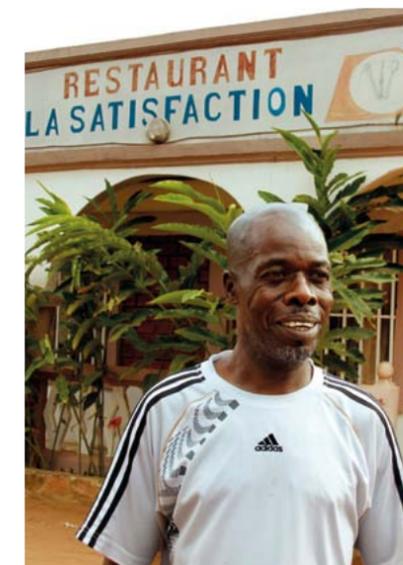
Ça doit faire un an et demi que j'entends parler de la municipalisation accélérée. J'ai compris qu'on allait arranger Ouesso, améliorer la propreté. Je trouve la ville un peu sale aujourd'hui, avec des déchets jetés un peu partout. En tant que commerçante, c'est important pour moi que les rues soient propres. Mais je dois avouer que Ouesso est moins sale que ma ville d'origine, Pointe-Noire. Je trouve que Ouesso manque beaucoup de routes bitumées, j'espère que la municipalisation va améliorer cela aussi.

AUDREY, trader at Ouesso Market

I heard about accelerated municipalisation about a year and a half ago. I thought Ouesso would be improved, especially cleanliness. But there is rubbish thrown everywhere. It's important to me that the streets are clean. But Ouesso is less dirty than my hometown, Pointe-Noire. Ouesso lacks paved roads, so I hope municipalisation will improve that too. The high cost of living, of food and clothing, shocks me. Nevertheless, business is good for me.

CONSTANT, restaurateur, hôtelier

Je suis restaurateur depuis une vingtaine d'années. J'ambitionnais depuis longtemps d'ouvrir mon restaurant et l'annonce de la municipalisation accélérée m'a motivé, ce qui m'a amené en août 2013 à inaugurer mon établissement. En attendant mieux, nous utilisons un générateur, car l'électricité ne fonctionne que de 17 h à minuit. L'eau manque également pour satisfaire les clients à 100 %. Mais je vois les choses se faire. Quand je me suis installé ici, il n'y avait pas encore de goudron. Grâce à la Nationale 2, on trouve des vivres frais (poissons, poulet...) au marché de Ouesso et les prix on baissé. Pas mal de chambres froides ont été installées.



Accelerated municipalisation Ouesso voices

ARMAND, vendeur ambulant de noix de cola

Je crois à la municipalisation accélérée, parce que je sais que dans tout le Congo, le président de la République est actif, il fait avancer l'ensemble du pays. J'ai vu dans la presse comment la ville de Sibiti a changé, l'année dernière, grâce à cette opération. Je vis ici depuis quatre ans et je vois moi-même comment Ouesso est en train de se transformer, surtout depuis six mois. Je vois l'hôpital général, le stade, les voiries... je vois toutes ces infrastructures de mes propres yeux car je suis l'une des personnes qui circule le plus dans la ville. C'est indispensable pour vendre mes noix de cola. Les gens se disaient avant que rien ne pourrait aller, mais je pense que ça change. Le bitumage des routes et, surtout, l'eau sont les deux choses que j'attends le plus.

ARMAND, kola nut street vendor

I believe in accelerated municipalisation because I know that, throughout Congo, the President of the Republic is active, and bringing progress to the whole country. I saw in the newspaper how Sibiti changed last year. I've lived here for four years and I, myself, can see how Ouesso is being transformed, especially over the past six months. The general hospital, the stadium, roads... I see all this infrastructure going up myself because I move around the city the most, selling my kola nuts. Before, people were saying that nothing would work, but I think that is changing. Tared roads and, especially, water, are the two things that I'm most looking forward to.



CONSTANT, restaurateur

I'd long wanted to open my own place and accelerated municipalisation motivated me to open my restaurant in August 2013. I have a business clientele and locals eat here on weekends. The city is changing and we want to evolve with it. We use a generator because the electricity only works from 5 pm to midnight and we lack water. But, when I moved here, there were no tarred roads. Thanks to the Nationale 2, Ouesso Market has fresh food at lower prices than when food was flown in. There is cold storage. Municipalisation was late in arriving, but at least now the mistakes of previous rounds won't be repeated here.

La forêt nourricière

La Sangha est le premier département forestier du Congo



LA FORÊT AU CONGO

Le bois est la deuxième ressource naturelle du Congo, loin derrière les hydrocarbures. Deuxième pourvoyeur d'emploi après la fonction publique, son exploitation contribue à 6 % du PIB. La forêt congolaise occupe une superficie de 22 471 271 ha, soit 65 % du territoire national, dont 13 % sont consacrés aux aires protégées. Depuis 2000, le Congo met en œuvre une politique qui vise l'aménagement durable et la certification de toutes les concessions forestières. 29 concessions sont aujourd'hui sous aménagement et neuf d'entre elles disposent d'un plan d'aménagement. Quatre (trois avec la suspension de la certification d'une concession de CIB) concessions forestières couvrant 2 478 943 ha, parmi les neuf bénéficiant d'un plan d'aménagement, disposent d'une certification FSC, selon le ministère de l'Économie forestière et du développement durable (MEFDD). Toutes les concessions doivent disposer de plans d'aménagement à l'horizon 2016.

La forêt, de très loin en tête, l'agriculture et les mines sont les principales ressources naturelles de la Sangha. Alors que le commerce du bois reprend, après la crise financière de 2008, des efforts visant à relancer les filières du cacao et de l'huile de palme sont mis en œuvre.

Le bois est la ressource naturelle numéro un dans la Sangha. Le département était en 2011, avec 385 366 m³ (26,34 %) de grumes brutes, le premier du Congo en termes d'exploitation de la forêt, devant la Likouala (331 692 m³), le Niari (325 892 m³) et la Lékoumou (324 662 m³). Les principales essences de bois exploitées sont le sapelli, le sipo, le bossé, le bilinga ou encore le fameux wenge. La Sangha est logiquement le principal contributeur aux recettes fiscales (taxes d'abattage, de superficie, de déboisement...) liées au secteur forestier, avec 1,608 milliard de FCFA (25,41 % du total de 5,597 milliards) en 2011.

Des entreprises plus vertueuses

À travers leurs Unités forestières d'aménagement (UFA) respectives, les sociétés Industrie forestière de Ouesso (IFO), Compagnie industrielle du bois (CIB), Société industrielle et forestière du Congo (SIFCO) et la société Chinoise d'exploitation forestière Yuan Dong (SEFYD) y exploitent des millions d'hectares de forêt primaire tropicale. Les deux premières citées sont les plus grandes. Elles sont aussi les plus vertueuses en termes de gestion de l'environnement. La concession forestière d'IFO a obtenu en 2009 la certification selon les directives du Forest Stewardship Council (FSC) sur ses 1,16 million d'hectares. Cette dernière pousse les entreprises à adopter les meilleures pratiques sociales et environnementales et elle est devenue déterminante sur le marché international. Il suffit de visiter les immenses surfaces de stockage de bois de CIB pour s'en convaincre. Les 1,3 million d'hectares que gère l'entreprise dans le nord du Congo étaient certifiés depuis huit ans, mais à la fin de l'année 2014, l'une de ses concessions, Pokola/Kabo, a perdu le précieux sésame. La surface aujourd'hui dédiée aux bois certifiés, pour la concession de Loundougou/Toukoulaka, était quasiment

vide en janvier dernier lors de notre visite, signe de la forte demande pour ces produits, alors que celle dédiée au bois non certifié était beaucoup plus encombrée.

CIB indique avoir « déjà commencé à prendre des mesures pour veiller à ce que le certificat sur la concession Pokola/Kabo soit rétabli sans retard injustifié ». Tous les bois exportés par l'entreprise sont par ailleurs conformes aux normes de l'Union européenne et de la loi Lacey, qui interdit le commerce illégal d'animaux sauvages, de végétaux et dérivés. CIB, filiale du géant singapourien Olam, et, IFO, filiale du groupe suisse-allemand Danzer, sont aussi parmi les seules au Congo à avoir mis en place des unités de surveillance et de lutte anti-braconnage (USLAB) dans leurs concessions. Les deux sociétés ont enfin mis en œuvre le Projet de gestion des écosystèmes périphériques du parc (PROGEPP), avec l'appui de l'agence de développement allemande GTZ et l'agence de protection de l'environnement Wildlife conservation society.

Après la crise de 2008, les affaires reprennent

IFO s'est engagée en 2008 à investir dans une période de cinq ans plus de 30 milliards de FCFA (environ 67 millions de dollars) pour la mise en valeur de l'unité forestière d'aménagement (UFA) de Ngombé. C'était juste avant la crise financière et économique internationale, qui a secoué le secteur. Celle-ci s'est traduite par une baisse des cours mondiaux des grumes et du bois transformé et par une chute de 40 % des commandes. Les sociétés installées dans le nord du Congo avaient particulièrement été malmenées, avec une baisse de production de plus de 65 %. La CIB avait alors dû engager une restructuration tout en recherchant un repreneur pour succéder au groupe danois Dalhoff Larsen & Horneman

(DLH Group), son principal actionnaire. Elle l'a trouvé en janvier 2011 dans le géant singapourien de l'agroalimentaire Olam, qui a racheté les participations de DLH et les 1,3 million d'hectares de forêt tropicale dans le nord du Congo (300 000 ha au Gabon) pour un montant de 29,6 millions d'euros.

Dès 2010, la production de grumes a commencé à se redresser au Congo, pour atteindre 1 314 281 m³, puis 1 462 990 m³ l'année suivante (le potentiel annuel exploitable sans compromettre la survie de la forêt est évalué à 2 millions de m³). Le salut est venu de la demande asiatique, notamment chinoise, et des mesures prises par le gouvernement pour atténuer les effets de la crise, comme la permission d'exporter jusqu'à 30 % de grumes, contre 15 % légalement. Cela a permis à CIB de continuer à investir et à recruter. Le plan social auquel l'entreprise, créée en 1969, avait dû se résoudre, avait entraîné plus de 600 licenciements à la fin décembre 2009.

Pokola, ville « modèle »

IFO, de son côté, transformait en 2014 85 % de sa production au Congo, contre 60 % auparavant. L'entreprise a inauguré en 2012 la première unité de lamellé-collé dans la sous-région. CIB innove aussi. Elle est en train de tester une nouvelle centrale qui devra lui permettre d'être autonome en énergie grâce à l'exploitation de ses propres déchets. De quoi continuer à voir grandir la ville ouvrière « modèle » de Pokola, qui s'est construite directement en lien avec l'exploitation de la forêt par CIB. Elle dispose aujourd'hui d'infrastructures de services publics modernes, notamment sanitaires, et même de ses propres radio et télévision communautaires. ■

PRODUCTION DES SOCIÉTÉS FORESTIÈRES DANS LA SANGHA (EN M³)

	2011	2013
IFO	186 028	239 167
CIB	189 458	197 150
SEFYD	/	74 290
SIFCO	/	38 633

(Sources : Observatoire de la Commission des forêts d'Afrique centrale)



Forestry, in the lead, then agriculture and mining, are Sangha county's main natural resources. The timber sector is recovering after the 2008 financial crisis and efforts to revive the cocoa and palm oil industries are being implemented.

Timber is the county of Sangha's main natural resource. In 2011, with 385,366 m³ (26.34%) of raw logs, Sangha was Congo's leading timber producer, ahead of Likouala (331,692 m³), Niari (325,892 m³), and Lékoumou (324,662 m³). The main wood species operated are Sapele, Sipo, Guarea, Bilinga and the renowned Wenge. Sangha is logically the main contributor to forestry sector tax revenues (stumpage dues, area levies, deforestation taxes), having contributed 1.608 billion CFA francs (25.41% of the total 5.597 billion CFA francs) in 2011.

More virtuous companies

Through their respective Forest Management Units (FMU), the Industrie Forestière de Ouesso (IFO), Congolaise Industrielle des Bois (CIB), Société Industrielle et Forestière du Congo (SIFCO) and Chinese logging company Yuan Dong (SEFYD) operate millions of hectares of primary tropical forest. The first two mentioned are the biggest. They are also the most virtuous in terms of environmental management. In 2009 the IFO forest concession was awarded Forest Stewardship Council (FSC) certification according to sustainable forest management guidelines for their 1.16 million hectares. This encourages companies to adopt the best social and environmental practices and has become decisive in the international market. A visit to the CIB timber storage area is proof of just how important it is. The 1.3 million hectares managed by the company in northern Congo had been certified for eight years, but at the end of 2014 its Pokola/Kabo concession lost the precious label. The space allocated to certified woods for the Loundoungou/Toukoulaka concession was almost empty during our visit in January, a sign of the high demand for these products, while the storage area allocated to non-certified wood was much more crowded.

CIB states that they have "already begun to take steps to ensure that Pokola/Kabo gets its certification back without undue delay". All timber exported by the company is consistent with the standards of the European Union and the Lacey Act, which prohibits the illegal trade of wildlife, plants and their derivatives. CIB, a subsidiary of Olam Singapore, and IFO, a subsidiary of the Swiss-German Danzer Group, are also among the few in Congo to have set up monitoring and anti-poaching units (USLAB) in their concessions. The two companies have also finally implemented the Project for Ecosystem Management of the Periphery of the Park (PROGREPP), with the support of the German development agency GTZ and the environmental protection agency Wildlife Conservation Society.



Life-giving forest Sangha has the biggest forest area in Congo

CONGO FORESTRY

Timber is Congo's second biggest natural resource, far behind hydrocarbons. Also the second largest employer after the civil service, the sector contributes 6% of GDP. The Congolese forest estate covers an area of 22,471,271 hectares, or 65% of the country, of which 13% is devoted to protected areas. Since the year 2000 Congo has implemented a policy of sustainable management and certification of all forest concessions and, currently, has 29 concessions under development of which nine have a management plan. Four forest concessions (three since the CIB concession had its certification suspended) covering 2,478,943 ha, of those nine with a management plan, also have FSC certification, according to the Ministry of Forest Economy and Sustainable Development (MEFDD). All concessions must have management plans by 2016.

Entrée de Pokola, ville édifée dans le cadre de l'exploitation du bois

The road into Pokola, a town built on the timber industry

SANGHA TIMBER PRODUCTION PER COMPANY (IN M ³)		
	2011	2013
IFO	186,028	239,167
CIB	189,458	197,150
SEFYD	/	74,290
SIFCO	/	38,633

(Source: Observatory for Central African Forest Commission)

Pokola, a "model" town

Meanwhile, IFO processed 85% of its production in Congo in 2014, against the previous 60%. In 2012 the company launched the sub-region's first glued laminated timber (glulam) factory. Locally manufactured, it ensures more job creation and better resource utilisation and value added. CIB is also an innovator. It is currently testing a new plant that will allow it to be self-sufficient in energy by processing its own waste. All this has contributed to the development of Pokola, a "model" working town, which was built in direct relation to CIB's forest operations. It now features modern utility infrastructure, including health, and even has its own community radio and television. ■

Business picks up after the 2008 crisis

In 2008, IFO committed to investing more than 30 billion CFA francs (about \$67 million) over a five-year period for the development of the Ngombé Forest Management Unit (FMU). This was just before the global financial and economic crisis that hit the sector and resulted in a decline in world prices for logs and processed wood and a 40% drop in orders. Companies located in northern Congo were particularly hard hit, with a drop in production of more than 65%. CIB had to undergo restructuring while seeking a buyer to take over from Denmark's Dalhoff Larsen & Horneman (DLH Group), its largest shareholder. In January 2011, Singapore's agribusiness giant Olam bought DLH's holdings and its 1.3 million hectares of rainforest in northern Congo (300,000 ha in Gabon) for €29.6 million.

From 2010, log production began to recover in Congo, reaching 1,314,281 m³ and then 1,462,990 m³ the following year (the annual exploitable potential without compromising the survival of the forest is estimated at 2 million m³). Their salvation came in the form of increased Asian demand, especially from China, and government measures to mitigate the effects of the crisis, such as permission to export up to 30% of logs, instead of the legal 15%. This allowed CIB to continue to invest and hire. The restructuring plan that the company, founded in 1969, had had to implement had led to over 600 layoffs in late December 2009. It was able to reinvest in its sawmills while rehiring according to changes in global demand.

Cacao, huile de palme : l'agriculture industrielle relancée

Un projet de partenariat public-privé est en train de ressusciter la filière cacaoyère congolaise. Plusieurs projets d'investissements dans l'huile de palme permettent également d'envisager la relance de ce secteur, plombé depuis la disparition de Sangha-Palm. Tour d'horizon.

Depuis mars 2014, la Congolaise industrielle de bois (CIB), filiale du groupe Olam (CIB-Olam), expérimente 277 000 plants de cacao hybride dans une pépinière à Madimboungou, dans le district de Pokola. Le projet, qui vise à contribuer à la diversification de l'économie congolaise, est le fruit d'un partenariat public-privé signé en juin 2012 entre le gouvernement congolais et CIB-Olam.

Une région cacaoyère

Le Congo a longtemps été un (petit) exportateur de cacao, avec une production record de 2 500 tonnes de fèves enregistrée en 1977. Mais celle-ci s'est écroulée à 841 tonnes en 1986 et la filière a fini par être abandonnée, suite à la liquidation de l'Office du café et du cacao (OCC), chargé de la commercialisation des fèves. Il s'est ensuivi un vieillissement des champs et même de la main-d'œuvre, alors que les quelques tonnes de cacao encore produites étaient exportées directement vers le Cameroun voisin.

« La Sangha était une région cacaoyère, confirme Adolphe Elemba, le préfet du département, mais la crise et les programmes d'ajustement structurels du FMI ont conduit à la fermeture des offices de commercialisation. Cela a fait chuter la production, car les producteurs n'avaient plus d'acheteurs. Le mauvais état, voire l'inexistence des infrastructures routières, n'a pas aidé cette filière. »

Un potentiel réel

Pour concrétiser son programme, l'État s'est engagé à financer, sur cinq ans, la

production de 32 millions de plants qui seront cédés gratuitement aux producteurs afin de planter 30 000 hectares de cacao dans huit départements. Du personnel a été engagé, des crédits de campagne distribués à 400 producteurs et les trois magasins de l'ex-Office du café et du cacao dans la Sangha ont été réhabilités. CIB-Olam, en tant qu'acheteur, a déjà exporté 72 tonnes de cacao lors de sa première campagne, puis 400 lors de la seconde, vers Amsterdam, via Pointe-Noire.

Palmier à huile

Les ressources en palmier à huile, une culture également traditionnelle au Congo, ont été exploitées depuis l'indépendance, mais Sangha-Palm, qui avait pris la suite de l'établissement colonial, a périclité, après quelques tentatives de redémarrage dans les années 1990. Depuis, plusieurs investisseurs internationaux ont manifesté leur intérêt pour la filière, mais ce n'est que ces dernières années que les projets ont commencé à se concrétiser.

En août 2011, Atama Plantation Sarl (APS), détenue à 51 % par le malaisien Wah Seong Corporation Berhad, a obtenu l'autorisation d'occuper une réserve foncière de 180 000 ha, dont 40 000 ha dans la Sangha, pour une durée de 25 ans renouvelable. Deux ans plus tard, elle a annoncé son installation à Yengo. En 10 ans, elle voudrait réaliser un investissement de 372 milliards de FCFA, produire 720 000 tonnes d'huile de palme par an et créer plus de 20 000 emplois.



La production devrait débuter en 2015, destinée aussi bien à la consommation locale qu'à l'exportation, pour un produit de plus en plus demandé sur le marché international. Créée en 2013, Eco-Oil Energie Congo, dont le capital est détenu par des investisseurs congolais, a de son côté repris les actifs de deux ex-sociétés d'État, la Régie nationale des palmeraies du Congo (RNPC) et Sangha-Palm. La société dispose de 50 000 ha dont 40 000 ha dans la Sangha qu'elle est en train d'exploiter, notamment dans le cadre d'opérations de « replanting ». ■

Cocoa and palm oil reviving industrial agriculture

A public-private partnership is currently reviving Congo's cocoa sector. Several investments in palm oil projects will help get this sector, in a slump since the demise of Sangha-Palm, back on its feet. Overview.

Since March 2014 Congolaise Industrielle de Bois (CIB), a subsidiary of Olam (CIB-Olam), has been experimenting with 277,000 hybrid cocoa seedlings in Madimboungou in the Pokola district. The project, part of the diversification of the Congolese economy, is a public-private partnership signed in June 2012 between the Congolese government and CIB-Olam.

Cocoa country

Congo was a long-time (small) cocoa exporter with a record production of 2,500 tonnes of beans in 1977. This fell to 841 tonnes in 1986 and the sector was finally abandoned after the Coffee and Cocoa Board (OCC) went into liquidation. The plantations and workforce aged while the

few tonnes of cocoa still produced were exported directly to neighbouring Cameroon.

“Sangha was a cocoa region,” confirms county prefect Adolphe Elemba, “but the financial crisis and IMF structural adjustment programmes led to the closure of marketing boards. This lowered production because there were no more buyers. The poor or non-existent road infrastructure didn't help.”

Real potential

The state committed to five-year funding of 32 million seedlings that will be transferred free of charge to farmers to plant 30,000 hectares of cocoa in eight counties. Staff was hired, crop loans were granted to 400 producers and Sangha's three former Coffee and Cocoa Board stores were rehabilitated. CIB-Olam exported 72 tonnes of cocoa from the first crop year and 400 tonnes from the second to Amsterdam, via Pointe-Noire.

Oil palm

Oil palm is another traditional crop, cultivated since independence. State-owned Sangha-Palm finally collapsed after several attempts to restart it in the 1990s. Since then, numerous international investors have shown interest, but it is only recently that projects have begun to materialise.

In August 2011, Atama Plantation Sarl (APS), 51% owned by Malaysia's Wah Seong Corporation Berhad, got a renewable 25-year lease of 180,000 ha of federal land, of which 40,000 ha is in Sangha. Two years later, the company announced its move to Yengo. It aims to invest 372 billion CFA francs over 10 years, produce 720,000 tonnes of palm oil per year and create more than 20,000 jobs.

Production should begin in 2015, for both domestic consumption and export. A Congolese-owned company, Eco-Oil Energie Congo, founded in 2013, took over the RNPC (Congo National Palm Grove Board) and Sangha-Palm. It is developing and replanting 50,000 ha, of which 40,000 ha is in Sangha. ■

LA MINE DE FER DU MONT NABEMBA BIENTÔT EXPLOITÉE

Les autorités congolaises ont accordé en septembre 2014 l'exploitation du fer du mont Nabemba, dans le département de la Sangha, à la société minière Congo Iron. Cette société, filiale du groupe australien Sundance, va investir près de 2 000 milliards de FCFA dans l'exploitation de cette mine de fer. Un communiqué du ministère congolais des Finances indique que « Congo Iron entend mettre son produit sur le marché d'ici à 2017 et ambitionne de produire 35 millions de tonnes par an ».

MOUNT NABEMBA IRON ORE MINE SOON IN OPERATION

In September 2014, the Congolese authorities granted mining company Congo Iron the rights to operate the Mount Nabemba iron-ore mine in the county of Sangha. A subsidiary of Australia's Sundance group, the company will invest nearly 2,000 billion CFA francs in the operation of this iron mine. A statement from the Congolese Ministry of Finance states that “Congo Iron intends to get the product on the market by 2017 (and) aims to produce 35 million tonnes per year.”



DITES-NOUS **JJB**

**« Le Congo sera prêt
pour organiser
la grande fête
des Jeux africains »**

Jean-Jacques Bouya,
ministre à la présidence
de la République chargé
de l'Aménagement
du territoire et
de la Délégation générale
aux grands travaux.

À cinq mois de la célébration de la fête de l'indépendance du Congo, à Ouesso, dans la Sangha, qui reçoit cette année la dixième étape de la municipalisation accélérée, et à six mois des 11^{es} Jeux africains, le ministre en charge des infrastructures qui conditionnent ces événements se confie à *Reflét*. Cinq questions à Jean-Jacques Bouya, dans les coulisses de la réalisation de ces projets, pour comprendre l'engagement du Congo à remporter ses paris.

Reflét : L'un des grands rendez-vous du Congo et du ministère de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux (MAT-DGGT), cette année, est l'organisation des 11^{es} Jeux africains. Le pays sera-t-il prêt pour accueillir cette fête ?

Jean-Jacques Bouya : Pour célébrer le 50^e anniversaire des Jeux africains à travers leur 11^e édition, qui se tient à Brazzaville du 5 au 19 septembre 2015, nous devons réunir les conditions infrastructurelles nécessaires à l'accueil des athlètes de renommée internationale dans des dispositions satisfaisantes. Ces infrastructures se construisent conformément au cahier des charges du Comité olympique africain. Débutés le 15 janvier 2013, les travaux des infrastructures destinées à abriter ces jeux se poursuivent normalement, sous la conduite personnelle du président de la République, SEM Denis Sassou N'Gusso. Je puis vous assurer que les différents ouvrages retenus dans le cadre des Jeux africains 2015 seront livrés dans les délais, afin que cette fête de la jeunesse

Les différentes missions d'inspection du Comité olympique africain (...) s'accordent sur le respect du chronogramme de réalisation.

ait effectivement l'éclat escompté. Il faut préciser que les différentes missions d'inspection du Comité olympique africain qui se sont succédé au Congo, depuis le début des travaux, s'accordent sur le respect du chronogramme de réalisation. Les jeux se dérouleront sur plusieurs scènes de la ville de Brazzaville, avec pour point d'ancrage le complexe olympique de Kintélé, qui comprend un stade de 60 055 places, un palais des sports de 10 000 places, un palais nautique de 2 000 places et un village des jeux de 8 000 places. Le caractère populaire de ces jeux se caractérise aussi par l'existence de quatre autres gymnases sportifs dans la ville de Brazzaville, au centre sportif de Makélé-kélé, au stade d'Ornano, au lycée de la Révolution et à Kéba na Virage, à Talangä. D'autres travaux connexes d'envergure, tels que la construction de la corniche, du viaduc (3^e sortie nord de Brazzaville) et l'aménagement d'autres artères dans la ville, participeront à la réussite de ce challenge. Le Congo sera prêt pour organiser cette grande fête.

Dans la lancée des Jeux africains, Brazzaville est en train de se transformer, notamment depuis la rive du fleuve Congo jusqu'à la nouvelle ville de Kintélé. Quel sera le rôle de Kintélé en termes d'aménagement de la capitale et pourquoi le site choisi était-il le plus approprié ?

Brazzaville, ville centenaire, comme d'autres en Afrique, a été bâtie suivant des réalités historiques qui n'ont plus forcément cours. Par ailleurs, la forte poussée démographique de nos villes qui s'urbanisent est un indice précieux qui pousse les pouvoirs publics à développer des politiques institutionnelles capables d'absorber ces flux et les phénomènes d'engorgement qui en découlent. La dynamique de construction en cours à Brazzaville vise avant tout l'équipement de celle-ci en infrastructures dont elle a réellement besoin. Il est aussi question de densifier son centre-ville qui devra, à terme, s'allonger du pont de Djoué à Kintélé, sur près de 25 kilomètres. L'objectif est aussi bien de maîtriser les flux des véhicules et les mouvements des populations que de tourner la ville vers son fleuve, afin de communier avec cette richesse naturelle que Dieu nous a donnée. Quant à la ville de Kintélé qui abrite les grandes infrastructures en construction, elle a effectivement présenté les meilleurs atouts pour y développer des projets d'envergure. C'est à l'issue d'une étude que cette localité, avec ses multiples étendues de terres vierges et sa vue luxuriante sur le fleuve, a été choisie pour recevoir les 11^{es} Jeux africains. C'est pour cela que le complexe olympique de Kintélé, l'université Denis Sasou N'Gusso, la troisième sortie nord par le viaduc et d'autres infrastructures s'y développent.

En janvier dernier, le ministère de l'Aménagement du territoire a accueilli une importante délégation italienne. Est-ce un objectif, pour le gouvernement et pour le ministère, de diversifier les partenaires économiques, notamment dans le cadre des infrastructures ?

Le Congo, à l'instar de bien d'autres pays qui aspirent au développement, participe pleinement à la dynamique de la mondialisation de l'économie à travers des relations tant bilatérales que multilatérales. À ce titre, tous les partenaires qui trouvent un intérêt à y investir et à développer des projets qui concourent au bien-être de la population sont les bienvenus. C'est dire que sur cette terre hospitalière du Congo cohabitent les ressortissants de plusieurs pays qui rivalisent dans les activités économiques. Occidentaux, Asiatiques, Américains, Sud-Américains, Africains et nationaux



Le toit du stade de Kintélé, en construction, offre une vue imprenable sur la région

The roof of the Kintélé stadium, underway, offers breathtaking views

travaillent en toute symbiose et en toute confiance. Cela nous réjouit de voir ce brassage qui associe des expertises variées. Au-delà de la dernière visite des partenaires italiens, il ne se passe pas un mois sans que nous ne recevions une délégation d'hommes d'affaires étrangers (voir page 8). Cela est un signe qui ne trompe pas.

Le Congo a réceptionné de nombreuses infrastructures routières dans lesquelles il a investi depuis une dizaine d'années. Peut-on dire que le pays dispose, aujourd'hui, des moyens pour les entretenir efficacement ?

La problématique de la gestion et de l'entretien des infrastructures, en Afrique, est l'une de celles qui nécessitent une réflexion féconde. La République du Congo a intériorisé ce fait et a lancé de profondes réflexions sur la question, mais aussi sur la rentabilisation des infrastructures. C'est une autre bataille que nous devons gagner après celle du désenclavement du pays et de son ouverture sur la sous-région. Une étude sur la rentabilisation de nos infrastructures va aboutir bientôt à une série de concessions sous forme de partenariat public-privé (PPP). Ce type de partenariat, déjà expérimenté à l'aéroport international Maya-Maya, avec le groupe Aerco, et au port autonome de Pointe-Noire, avec le groupe Bolloré, est en marche. C'est une approche qui se déroule tellement bien qu'elle participe à la diversification de l'économie nationale et au désengagement de l'État dans l'économie du marché.

Occidentaux, Asiatiques, Américains, Sud-Américains, Africains et nationaux travaillent en toute symbiose et en toute confiance. Cela nous réjouit de voir ce brassage qui associe des expertises variées

“Congo will be ready to host the festive African Games”

Jean-Jacques Bouya, Minister of Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works

Five months ahead of Congo's Independence Day celebrations in Ouessou, in Sangha, where the country's tenth phase of accelerated municipalisation is being carried out, and six months ahead of the 11th All Africa Games, *Reflét* talks to the minister in charge of the infrastructure that will make these events possible. Five questions for Jean-Jacques Bouya, behind the scenes of these projects, to understand Congo's commitment to winning its gamble.

Reflét: A major event this year for Congo and the Ministry of Spatial Planning and General Delegation of Major Public Works (MAT-DGGT) is hosting the 11th All Africa Games. Will the country be ready?

Jean-Jacques Bouya: This 50th anniversary and 11th edition of the All Africa Games, to be held in Brazzaville from 5 to 19 September 2015, needs superior infrastructure suitable for internationally renowned athletes. Building work to African Olympic Committee specifications started on 15 January 2013 and is progressing well, under the personal leadership of President Denis Sassou-Nguesso. The various projects will be delivered on time, and this youthful celebration will bloom. The African Olympic Committee's regular inspections confirm that we are on schedule. The games will be held at several sites in Brazzaville, the main one being the Kintélé Olympic complex, with a 60,055-seat stadium, a 10,000-seat arena, a 2,000-seat aquatic centre and an 8,000-capacity games village. The games extend to four other sports arenas in Brazzaville; Makélékélé sports centre, Ornano stadium, the Lycée de la Révolution and Kéba na Virage, in Talangaï. Other related large projects like the riverside road, the viaduct (3rd exit north of Brazzaville) and other city roads will contribute to the success of this challenge. Congo is ready for this celebration.

Réalisation de voiries sur le futur boulevard du défilé du 15 août, à Ouessou



Brazzaville is being transformed for the Games, from the Congo River shores to the new town of Kintélé. What is Kintélé's role and why was it the most appropriate site?

Brazzaville, a century old, was built according to historical realities that are no longer valid. Furthermore, rapid urbanisation is driving the government to develop institutional policies able to absorb these flows and resulting congestion. The construction dynamic in Brazzaville aims primarily to provide necessary infrastructure and densify the city centre which will eventually stretch for almost 25 km from the Djoué Bridge to Kintélé. The aim is to not only control the flow of vehicles and people but also to turn the city towards its river. Kintélé, where major infrastructure is being built, offered the most potential for large-scale projects. Studies led to the selection of Kintélé, with its tracts of pristine land and lush views of the river, to host the 11th All Africa Games, and thereby the Kintélé Olympic Complex, the Denis Sassou-Nguesso University, the viaduct and other infrastructure.

In January, the Ministry of Spatial Planning hosted an important Italian delegation. Is it a governmental and ministerial objective to diversify economic partners, especially with regard to infrastructure?

Congo, like other countries that aspire to development, participates fully in the global economy through bilateral and multilateral partnerships. Thus, all partners interested in investing and developing projects that contribute to the well-being of the population are welcome. People of different nationalities live in hospitable Congo, competing in economic activities. Westerners, Asians, Americans, South Americans, Africans and locals work in symbiosis and trust. This intermingling of skills pleases us. Since our Italian partners, we receive foreign business delegations on a monthly basis (see page 8). This is a good sign.

Congo now has a good road infrastructure in which it has been investing for around 10 years. Does the country have the means to maintain these roads?

Infrastructure management and maintenance in Africa requires fruitful reflection. Congo has launched profound reflections on this as well as infrastructure viability. This is another battle to be won after that of opening up the country to the sub-region. A

Regular inspection missions from the African Olympic Committee confirm that we are on schedule.

study on our infrastructure profitability will lead to a series of concessions in the form of public-private partnerships (PPP), as we did for the Maya-Maya International Airport, with Aerco, and the autonomous port of Pointe-Noire, run by Bolloré. It is an approach that works so well that it

contributes to the diversification of the national economy and the disengagement of the state in the market economy.

The department of Sangha is the tenth county to undergo accelerated municipalisation. Has there been much thought on the process that could replace it?

Indeed, Ouessou, capital of Sangha county, is the country's fourth biggest administrative centre. It is also economically strategic because it is on the border with neighbouring Cameroon. Today, Ouessou is perfectly accessible by air, with an airport adapted to the Airbus A340, by river, with a rehabilitated secondary port brought up to standard, and by car, since the National Highway 2 is nearing completion. The municipalisation work underway aims to permanently open up this city and other districts in Sangha. It's a great challenge, but it will be met, as in other counties that underwent accelerated municipalisation and I hope the president hears the people's call for a second round. I am sure that the head of state will listen so that, after Sangha and Bouenza, this process will continue. Obviously, we will not say "mission accomplished". The work will continue. ■

Roadworks on the boulevard for the 15 August parade

LE RDV DE L'ENTREPRENEUR

Sandy Mbaya Mayetela a fondé en 2010, à Brazzaville, l'une des premières entreprises dédiées à l'installation d'équipements solaires. Il a fait de l'accès à l'énergie et à l'eau l'une de ses spécialités, complétant les efforts publics nationaux entrepris pour améliorer ces deux secteurs.

Né à Kinshasa en 1977 d'une mère originaire du Congo Brazzaville et d'un père « zaïrois », Sandy Mbaya Mayetela passe son enfance à Brazzaville. Plus tard, c'est à Bruxelles qu'il se forme en électricité industrielle en obtenant un diplôme de frigoriste puis un diplôme de premier cycle universitaire en automatisation-régulation. C'est aussi dans la capitale belge qu'il effectue ses premiers pas d'entrepreneur comme gérant d'une blanchisserie professionnelle. À la fin de la décennie, percevant les opportunités d'affaires et la demande en énergie dans son pays, il plaque tout pour y rentrer et créer sa société, sur fonds propres. Africa Solaire est spécialisée dans l'installation d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire.

Méthode et ingéniosité

Méthodique, avant de quitter Bruxelles, Sandy Mbaya Mayetela fait un petit tour d'Europe des meilleurs équipementiers pour signer avec eux des contrats de représentation et se former à leur matériel en installation, maintenance et service après-vente. À son tour, il commencera à Brazzaville par former son personnel à des spécialités inexistantes. Par le bouche à oreille, il remplace des générateurs coûteux et bruyants, auprès de particuliers, par des petits systèmes d'accumulateurs d'énergie. « Le problème est que les gens ne croyaient pas à nos solutions, tant elles leur paraissaient simples. Nous étions obligés de laisser nos installations pour test... », sourit l'entrepreneur. Africa Solaire se fait un nom et ce sont bientôt les associations, ONG et institutions internationales qui sollicitent l'entreprise. Elle installe pour des centres de santé des panneaux solaires (Makoua, Mossaka, Nsah, Etsouali, Loémé-Nagma, Mvouti...) afin de leur permettre de travailler à toute heure et

de conserver leurs vaccins sans rompre la chaîne du froid. Lorsque les moyens manquent à ses clients, l'ingéniosité de la société lui permet d'adapter des congélateurs classiques à des installations solaires.

Des solutions complémentaires aux programmes publics nationaux

L'entreprise vient tout juste de poser une centrale solaire pour un prestataire privé sud-africain dans le parc d'Odzala. « Ce qui est intéressant, se réjouit son patron, c'est que des entreprises étrangères qui faisaient auparavant venir des sous-traitants de l'extérieur finissent par nous appeler, quand ils découvrent que les compétences locales existent. C'est très gratifiant ! » ajoute celui dont l'entreprise, sollicitée jusqu'au Tchad, est aussi présente à Kinshasa. La centrale solaire posée dans le parc d'Odzala va alimenter ce dernier en énergie et en eau. Les méthodes de pompage et de traitement d'eau sont l'une des spécialités de la société, primée en 2014 par le Challenge entrepreneurial du Bassin du Congo. Sandy Mbaya Mayetela considère ses solutions comme un complément aux efforts publics (barrages, centrales électriques...) mis en œuvre dans l'accès à l'eau et à l'énergie. Il restera toujours des zones reculées où il ne sera pas rentable d'étendre le réseau public et où l'énergie solaire sera privilégiée.

La DGGT : « un catalyseur d'entreprises locales »

Africa Solaire a d'ailleurs travaillé avec Asperbras, la société brésilienne chargée du programme « Eau pour tous » et dont la DGGT est le maître d'œuvre. Elle a installé la pompe solaire pilote du projet, à Kingoma, dans la Bouenza. La collaboration a plu à Sandy, convaincu que de plus en plus de programmes publics liés à l'énergie



solaire vont être lancés, lui qui voit la DGGT comme un « catalyseur d'entreprises locales », permettant à ces dernières de grandir. Il se réjouit ainsi de l'ouverture prochaine d'une usine de panneaux solaires à Oyo. Son entreprise, qui compte une quinzaine d'employés fixes, a électrifié le centre de santé de Tongo, qui abrite la première expérience de « revitalisation du tissu villageois », dans le cadre de la municipalisation accélérée de la Lékoumou. ■

ENTREPRENEURIAL SPIRIT

Sandy Mbaya Mayetela founded one of Brazzaville's first solar energy companies in 2010, specialising in access to power and water and complementing government efforts.

Born in Kinshasa in 1977 to a mother from neighbouring DRC and a Zairian father, Sandy Mbaya Mayetela grew up in Brazzaville. Later, he went to Brussels, where he studied industrial electricity and got a degree in refrigeration, then a university undergraduate degree in automation-regulation. He took his first entrepreneurial steps as manager of a professional laundry. After 10 years, aware of the business opportunities and demand for energy in his country, he returned to Congo and created his company with his own capital. Africa Solaire specialises in the installation of solar powered equipment.

Methodical and ingenious

Before leaving Brussels, Sandy, a methodical person, toured Europe to find the best suppliers, sign representation contracts with them and train in equipment installation, maintenance and after-sales service. In Brazzaville he started by training his staff in skills that were non-existent at the time. He replaced private individuals' costly and noisy generators with small energy storage systems. "The problem is that people didn't trust our solutions, because they look so simple. We had to leave them there so they could test them," smiles Sandy. Africa Solaire made a name for itself and was soon being solicited by NGOs and international institutions. Africa Solaire installed solar panels in health centres (Makoua, Mossaka, Nsah, Etsouali, Loémé-Nagma, and Mvouti) so they are able to function at all times and keep their vaccines fresh. When his clients lack resources, the company's ingenuity allows it to convert conventional freezers to solar installations.

Solutions that complement national public programmes

The company recently installed a solar power plant for a private South African company in the Odzala Park. "What is interesting," says Sandy "is that foreign companies who previously called outside contractors end up calling us when they discover that local skills exist. It is very rewarding!" The company also has a Kinshasa branch and clients as far flung as Chad. The solar power plant installed in the Odzala Park supplies it with energy and water. The company also specialises in water pumping and treatment, and in 2014 it won the Congo Basin Entrepreneurial Challenge. Sandy Mbaya Mayetela considers his solutions complementary to public water and energy efforts (dams, power plants, etc.). There will always be remote areas where it is not cost effective to extend the public network and where solar energy is preferable.

The DGGT: catalyst for the growth of local business

Africa Solaire has worked with Asperbras on the "Water for All" programme, for which the DGGT is the project manager, installing the project's pilot solar pump in Kingoma, Bouenza. Sandy, who sees the DGGT as a catalyst for the growth of local business, enjoyed the collaboration and is convinced that more and more public solar energy programmes will be launched. He thus welcomes the forthcoming opening of a solar panel factory in Oyo. His company, which has 15 permanent employees, electrified the health centre in Tongo, which is the test village for the Village Revitalisation Programme in the context of Lékoumou's accelerated municipalisation. ■

From top to bottom: Diosso site inspection/Odzala Park solar plant/solar installation for the WHO



UN AN AVANT BUILD AFRICA 2016

Retour sur trois projets pour lesquels le Forum a servi de catalyseur

La première édition du Forum Build Africa s'est tenue en février 2014, à Brazzaville, avec l'ambition d'apporter des solutions au déficit d'infrastructures de base dont souffre le continent. Rendez-vous international, il a permis de réunir plus d'un millier de participants venus de 49 pays. Alors que se prépare sa seconde édition prévue en 2016, *Reflét* revient sur trois projets stratégiques signés durant le Forum et dont l'avancée est aujourd'hui notable.

AUX ORIGINES DU FORUM BUILD AFRICA

Faute d'investissements suffisants, l'Afrique souffre d'un manque d'infrastructures qui pénalise son développement. C'est pour dépasser ce problème que le président Denis Sassou N'Gusso a décidé, lors de la réunion des pays émergents « BRICS » (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) de mars 2013, à Durban, en Afrique du Sud, d'organiser à Brazzaville un forum dédié à cette problématique. Le Forum Build Africa est né. **Son ambition** : réunir pendant deux jours des décideurs d'horizons divers – chefs d'entreprise, représentants d'organisations internationales, ministres et diplomates, banquiers, experts... – pour plancher sur la question des infrastructures sur le continent, mais aussi trouver des solutions en matière de financement et attirer les investisseurs. La première édition a été organisée au Palais des Congrès, avec le concours du cabinet Richard Attias & Associates, en partenariat avec le fonds Africa 50, une plateforme d'affaires et d'investissements de la Banque africaine de développement.

Dix ministres africains, une centaine de journalistes et près d'un millier de personnes au total ont participé les 6 et 7 février 2014 au premier Forum Build Africa, à Brazzaville. À l'occasion d'interventions, tables rondes et ateliers, quatre-vingt-sept spécialistes ont réfléchi à la manière de contourner les obstacles, notamment financiers, qui empêchent l'Afrique de construire ses infrastructures de base et qui en conséquence ralentissent son développement. Mais le Forum imaginé en 2013 par le président Sassou N'Gusso (voir encadré) n'avait pas une vocation uniquement théorique. Plusieurs projets stratégiques ont été signés durant son déroulement entre les autorités congolaises et des représentants d'organisations internationales. Depuis février 2014, ces projets ont connu des avancées significatives. *Reflét* revient sur trois d'entre eux.

Interconnexion à la fibre optique entre le Congo et le Gabon

Le 6 février 2014, la République du Congo et le Gabon ont paraphé un mémorandum d'entente sur l'interconnexion de leurs réseaux à fibre optique. Cet accord clôturait une discussion entamée plusieurs mois auparavant dans le cadre du projet Central African Backbone, financé par la Banque mondiale (BM). Cet accord n'est pas resté lettre morte puisque seulement dix mois plus tard, le 12 décembre, les deux pays se sont de nouveau réunis dans la capitale congolaise pour signer un nouveau contrat, celui de la construction du réseau de télécommunication proprement dit. La société chinoise Huawei International a remporté ce marché, devant cinq concurrents (Bouygues Énergies et Services Congo, China Communication Services International (CCSI), CMEC, Infracom-Marais et Cofely Ineo-GDF Suez), pour un montant de 12,141 milliards de FCFA. Elle s'est engagée à effectuer les travaux sur une période de seize mois. Les documents ont été paraphés en présence du ministre des Postes et Télécommunications du Congo, du représentant par intérim de la Banque mondiale et de l'ambassadeur du Gabon au Congo. Le projet est mis en œuvre par le ministère à l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux (MAT-DGGT).

Des communications plus rapides et moins chères

Le réseau en fibre optique monomode sera construit sur les emprises du Chemin de fer Congo Océan (CFCO). Il partira de la station terminale marine Matoubi jusqu'à Mbinda, à la frontière gabonaise, en passant par Pointe-Noire, Dolisie, Makabana et Mossendjo. Côté gabonais, il passera par Bakoumba et Franceville pour remonter par le chemin de fer en direction de Libreville. Il va permettre une mise à disposition d'Internet à un coût raisonnable et accroître la connectivité entre les deux pays. Il est à noter que le 12 février 2015, Thierry Mounkalla, le ministre congolais des Postes et Télécommunications, s'est vu proposer par l'ambassadeur de la Turquie au Congo l'expertise de son pays pour le projet Central African Backbone (CAB), précisément dans le cadre du volet qui concerne le maillage du territoire national.

La construction du barrage de Sounda relancée

Lors du Forum Build Africa, un protocole d'accord a également été signé entre Brazzaville et la Société financière internationale (SFI), structure de la Banque mondiale chargée de promouvoir le secteur privé dans les pays en développement, à propos d'un projet de premier ordre pour la République du Congo : la définition d'un concept clair en vue de la construction du barrage hydroélectrique de Sounda. Les premières études destinées à l'édification de cette infrastructure ont été lancées en 1954, avant d'être réactivées sous la présidence de Fulbert Youlou, qui avait même posé la « première pierre » des travaux en mars 1961. Mais faute de financements, le projet n'a pas abouti. Dans le cadre du projet en cours, il a été décidé que les fonds nécessaires devraient être obtenus dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP).

Le 11 octobre 2014, huit mois après ce premier pas, Jean-Jacques Bouya, le ministre à la présidence en charge de l'Aménagement du territoire et de la Délégation aux grands Travaux (MAT-DGGT), se retrouvait à Washington, au siège de la SFI, pour signer un nouvel accord. La SFI s'engageait à assister le Congo dans la réalisation des études de faisabilité visant

à évaluer la viabilité du projet. Le barrage est annoncé avec une capacité de 1 200 MW, mais il reste à déterminer la taille la plus appropriée, en tenant compte des risques environnementaux et sociaux, et la quantité d'électricité qui pourra être absorbée par les clients. Ces études de faisabilité doivent être réalisées à l'horizon du printemps 2016. Le barrage, avec d'autres déjà édifiés ou en cours d'édification, doit permettre au Congo de faire

Il partira de la station terminale marine Matoubi jusqu'à Mbinda, à la frontière gabonaise, en passant par Pointe-Noire, Dolisie, Makabana et Mossendjo

face à ses pénuries d'électricité, tout en en réduisant son coût, et même de devenir un exportateur net d'énergie. « Le développement de cette nouvelle source d'énergie fiable et renouvelable est une priorité pour le gouvernement, a souligné Jean-Jacques Bouya lors de la signature de l'accord. Cette source apportera l'énergie nécessaire pour accélérer notre développement social et économique. »

Une unité « partenariats public-privé » au sein de la DGGT

L'une des conditions relevées lors du Forum Build Africa pour remporter la bataille des infrastructures tient dans la formation des ressources humaines. Le Congo, qui a beaucoup investi depuis une dizaine d'années, est décidé à utiliser les partenariats public-privé (PPP) afin de débloquer les sommes nécessaires à la construction de certaines infrastructures, comme le barrage de Sounda. Le pays était d'ailleurs à l'honneur à l'occasion des 8^{es} Rencontres internationales des partenariats public-privé, organisées à Paris du 28 au 30 octobre 2014. Or, pour conclure de bons PPP, l'État doit se doter de compétences techniques capables de maîtriser la négociation de contrats complexes et d'assurer leur suivi sur plusieurs dizaines d'années.

26 cadres de douze ministères formés

La DGGT, qui l'a bien compris, a mis en place en son sein une « unité PPP », après

avoir signé un contrat d'assistance technique avec Edifice Capital, une société de gestion spécialisée dans la structuration, le placement et le développement de fonds d'investissement. Le groupe soutient également le Congo dans l'élaboration, en cours, d'une stratégie nationale PPP sur le long terme. La première étape de ce programme de renforcement des capacités a eu lieu à Brazzaville du 14 au 21 mai dernier et plusieurs ministères ont accepté de se joindre à cette formation. Au total, vingt-six cadres provenant de douze ministères, ainsi que du Secrétariat permanent du comité des privatisations, ont été instruits par le groupe Edifice Capital sur deux thématiques développées autour de deux modules : les principes, l'organisation et le fonctionnement d'une unité PPP, et les conditions de succès de l'intégration des approches PPP. La formation se poursuit aujourd'hui à un rythme régulier. ■



Signature d'un contrat d'assistance technique avec Edifice Capital

Signing a technical assistance contract with Edifice Capital

A YEAR AHEAD OF BUILD AFRICA 2016

An update on three projects for which the Forum was a catalyst

The first edition of the Build Africa Forum was held in February 2014 in Brazzaville, with the aim of finding solutions to Africa's chronic basic infrastructure deficit. As an international event, it brought together over a thousand participants from 49 countries. Now, with preparations for the second edition in 2016 in full swing, *Reflét* revisits three strategic projects signed during the 2014 Forum that have made exemplary progress to date.

On 5, 6 and 7 February 2014 ten African ministers, a hundred journalists and nearly a thousand people in total attended the first Build Africa Forum in Brazzaville. During the speeches, round tables and workshops, 87 specialists examined and suggested potential ways to overcome the obstacles, particularly financial, that prevent Africa from building its basic infrastructure and consequently slow down its development. However, the Forum devised in 2013 by President Sassou-Nguesso (see box) did not only serve a theoretical purpose. During the course of the three-day event, several strategic projects were signed between the Congolese state authorities and representatives of international organisations. Since February 2014, these projects have made significant progress. *Reflét* revisits three of them.

Congo and Gabon get fiber optic interconnection

On 6 February 2014 the Republic of Congo and Gabon initialled a memorandum of understanding on the interconnection of their fiber optic networks. This agreement finalised a discussion that

had started several months ago about the Central African Backbone project, funded by the World Bank (WB). This agreement was by no means a dead letter as just ten months later, on 12 December, the two countries met again in the Congolese capital to sign a new contract, this time for the construction of the actual telecommunications network. The Chinese company Huawei International won this tender, worth 12.141 billion CFA francs, against five competitors (Bouygues Énergies et Services Congo, China Communication Services International (CCSI), CMEC, Infracom-Marais and Cofely Ineo-GDF Suez). It is committed to carrying out the work over a period of sixteen months. The documents were signed in the presence of Congo's Minister of Posts and Telecommunications, the acting representative of the World Bank and the Ambassador of Gabon to Congo. The project is implemented by the Ministry for Spatial Planning and the General Delegation for Major Public Works (MAT-DGGT).

Faster and cheaper communications

The single-mode fiber optic network will

be built on the route of the Congo Ocean Railway (CFCO). Starting at the Matoubi marine terminal station, it will run all the way up to Mbinda, on the border with Gabon, going via Pointe-Noire, Dolisie, Makabana and Mossendjo. On the Gabonese side, it will go through Bakoumba and Franceville then follow the railway towards Libreville. It will enable the provision of internet at a reasonable price and increase the connectivity between the two countries. It should be noted that, on 12 February 2015, the Turkish Ambassador to Congo offered Congolese Minister of Posts and Telecommunications, Thierry Moungalla, his country's expertise for the roll-out of the optical mesh network across the country, in the context of the Central African Backbone (CAB) project.

Construction of the Sounda Dam restarted

During the Build Africa Forum, another memorandum of understanding was signed, this time between Brazzaville and the International Finance Corporation (IFC), a subsidiary of the World Bank that promotes the private sector in de-



Une équipe de Huawei intervient sur une tour de télécommunications

A Huawei team works on the communications network

veloping countries. This one concerns the definition of a clear concept for the construction of the Sounda hydroelectric dam, a first-class project for the Republic of Congo. The first studies for the

The Sounda hydroelectric dam will provide the energy needed to accelerate our social and economic development.

construction of this infrastructure were carried out in 1954, before the project was reactivated under the presidency of Fulbert Youlou, who had even laid the “cornerstone” of the project in March 1961. However, due to lack of funding, the project never took off. In the context of the current project, it was decided that the financing should be raised through a public-private partnership (PPP).

On 11 October 2014, eight months after this first step was taken, Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation for Major Public Works (MAT-DGGT), travelled to IFC headquarters in Washington to sign a new agreement. The IFC committed itself to assisting the Congo in carrying out feasibility studies in order to assess the viability of the project. The original capacity of the dam

was set at 1,200 MW, but the most appropriate size remains to be determined, taking into account the environmental and social risks and the amount of electricity that can be used by consumers. These feasibility studies should be completed by spring 2016. The dam, along with others that have already been built or are under construction, should allow Congo to meet its electricity shortfall, while reducing the cost, and to even become a net energy exporter. “The development of this new source of reliable and renewable energy is a priority for the government,” said Jean-Jacques Bouya at the signing of the agreement. “This source will provide the energy needed to accelerate our social and economic development.”

A “public-private partnership” unit within the DGGT

One of the conditions identified during the Build Africa Forum as being essential to winning the infrastructure battle lies in the training of human resources. Congo, which has invested heavily over the past ten years, has decided to use public-private partnerships (PPPs) to unblock the funds necessary for the construction of certain infrastructure such as the Sounda Dam. The country was also honoured on the occasion of the 8th International Public-Private Partnerships Meeting, held in Paris from 28 to 30 October 2014. However, to conclude good PPPs, the

state has to develop the technical skills capable of mastering the negotiation of complex contracts and monitoring them over numerous decades.

Twelve ministries with 26 trained executives

The DGGT, fully understanding the stakes, put in place its own PPP Unit, having signed a technical assistance contract with Edifice Capital, a management company specialising in investment fund structuring, placement and development. The company is also advising Congo in the development of its long-term national PPP strategy. The first phase of this capacity-building programme was held in Brazzaville from 14 to 21 May and several departments agreed to join the training. A total of 26 executives from twelve ministries and the Permanent Secretariat of the Privatisation Committee were instructed by Edifice Capital on two themes developed around two modules: the principles, organisation and operation of a PPP Unit, and the conditions for the successful integration of PPP approaches. To date, the training is continuing at a steady pace. ■

THE BEGINNINGS OF THE BUILD AFRICA FORUM

Due to insufficient investment, Africa suffers from a lack of infrastructure which hampers its development. With the aim of overcoming this problem, President Denis Sassou-Nguesso, while attending the BRICS (Brazil, Russia, India, China and South Africa) summit in March 2013, in Durban, South Africa, decided to organise a forum dedicated to this issue, to be hosted in Brazzaville. This was the Build Africa Forum, aimed at bringing together policy makers from various backgrounds – business leaders, representatives of international organisations, ministers and diplomats, bankers and experts, etc. – for two days of discussion and collective thinking on the issue of infrastructure on the continent. Also on the agenda was finding solutions for financing and ways to attract investors. The first edition was held at the convention centre, with the assistance of Richard Attias & Associates, in partnership with the Africa50 Infrastructure Fund, an African Development Bank business and investment platform.



Protocole d'accord sur la construction du barrage de Sounda signé par le MAT-DGGT avec la SFI

MAT-DGGT and IFC signing the Sounda hydroelectric dam agreement

DU PONT SUR LE DJOUÉ À KINTÉLÉ

DU PONT SUR LE DJOUÉ À KINTÉLÉ Brazzaville se transforme et prépare les Jeux africains.

Nombre des infrastructures les plus importantes en train d'être érigées à Brazzaville le sont le long de la rive du Congo ou en périphérie de la capitale. Si celle-ci se tourne vers son fleuve, c'est aussi pour réorganiser ses quartiers ouest et frayer un passage à ses habitants par sa partie est, en direction de l'immense stade de Kintélé, qui accueille cette année les 11^{es} Jeux africains, et de sa nouvelle ville, tous deux en construction. Si certains édifices sont cachés aux yeux du public, comme ces centaines de pylônes alignés en contrebas du quartier Talangaï, à l'est de Brazzaville, dans ce qui était encore un marécage il y a un an, impossible de cacher ceux du viaduc de la Case de Gaulle, au centre-ville, qui atteignent cinquante mètres de haut. Balade depuis Makélékélé, à l'ouest de la capitale, jusqu'à Kintélé, en passant par Mpila, en reconstruction après le drame causé par l'explosion d'un dépôt de munitions en mars 2013.

BRIDGE ON THE DJOUE IN KINTELE Brazzaville gears up for the African Games



Viaduc de Kintélé, long de 7 km, partie intégrante de la future sortie nord de Brazzaville

The new riverside road will become the focus of Brazzaville

Une nouvelle corniche pour les Brazzavillois

La route de la corniche devra améliorer la desserte des quartiers de Makélékélé et Bacongo et mettre en valeur les berges du fleuve. « C'est un grand moment car avec le temps, les atouts de Brazzaville seront valorisés (...) On tourne l'ensemble de la ville vers le fleuve Congo », se réjouissait, en novembre dernier, le ministre à la présidence chargé de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux grands travaux, Jean-Jacques Bouya. Le projet est subdivisé en trois tronçons. Le premier part de la Case de Gaulle au site touristique Mami-Wata, le deuxième débute de la Case de Gaulle pour se terminer au pont du Djoué, alors que le dernier couvre la zone de Mami-Wata jusqu'au quartier Keba na virage, à Talangaï (6^e arrondissement). Le prolongement de la corniche sera assuré à partir de Talangaï par un échangeur qui reliera Brazzaville au complexe sportif de Kintélé, à environ 20 km au nord de la capitale. Une voie d'accès rapide, troisième sortie nord de Brazzaville, est en train d'être réalisée au bord du fleuve. Elle disposera d'un viaduc de sept kilomètres soutenu par près de 728 pieux.

C'est un grand moment car avec le temps, les atouts de Brazzaville seront valorisés (...) On tourne l'ensemble de la ville vers le fleuve Congo

La société chinoise China Road Bridge and Corporation (CRBC), sur le premier tronçon, et la française RAZEL-BEC, sur le second, sont notamment à l'œuvre. Ce dernier est exécuté sur financement de l'Agence française de développement (AFD), dans le cadre du Contrat de désendettement et de désengagement (C2D), pour un montant de 70 millions d'euros (environ 45 milliards de FCFA). Signé en novembre dernier, son contrat compte notamment la construction d'un viaduc, de même que les aménagements urbains de ce quartier situé dans le premier arrondissement, ainsi que de celui de Bacongo (2^e arrondissement). Le lancement officiel des travaux de CRBC, en présence du président de la République, a eu lieu le 10 décembre dernier. Ils prévoient un pont à hauban de 545 m de long, deux giratoires ou encore un pont d'accès de 360 m. ■

A new riverside road

The riverside road will improve access to Makélékélé and Bacongo and set the river banks off to their advantage. "It's a great moment because, over time, Brazzaville's best side will be revealed (...). The whole city will be orientated towards the Congo River," rejoiced Jean-Jacques Bouya, Minister at the Presidency for Spatial Planning and the General Delegation of Major Public Works, in November. The project is divided into three sections. The first goes from the Case de Gaulle to the touristic Mami Wata site, the second from Case de Gaulle to the Djoué Bridge, and the third from the Mami Wata area to the Keba Na Virage district in Talangaï. The extension of the riverside road will be accessed from Talangaï by an interchange linking Brazzaville to the Kintélé sports complex, about 20 km north of the capital. An expressway, the third exit north of Brazzaville, is being built on the riverside. It will have a seven-kilometre viaduct supported by nearly 728 pillars.

The first section of the work is being carried out by the China Road and Bridge Corporation (CRBC). France's RAZEL-BEC is handling the second, with funding from a French Development Agency (AFD) Debt Reduction-Development Contract (C2D) of 70 million euros (about 45 billion CFA francs). Signed last November, the contract covers a viaduct across the Makélékélé ravine and the urban development of this area in the city's 1st district, as well as that of Bacongo (2nd district). The first section was officially launched last 10 December in the presence of the President of the Republic. It includes a 545 m long cable-stayed bridge, two roundabouts (at Ravin du Tchad and Case de Gaulle) and a 360 m access bridge. ■



Détail du viaduc de Kintélé
Détail du viaduc de Kintélé



Logements sociaux à Mpila

Mpila en reconstruction

Cela fait plusieurs années que les autorités avaient démarré les travaux de modernisation du quartier de Mpila, mitoyen au port autonome de Brazzaville. Plusieurs immeubles de logements sociaux avaient même émergé, construits par la société chinoise BCEG, avant l'explosion dramatique d'un dépôt de munitions, le 4 mars 2013. Depuis, les efforts ont été décuplés pour poursuivre le développement de cette zone meurtrie. En août dernier, le lancement d'une nouvelle phase a eu lieu, avec la construction attendue de 764 logements, d'un centre commercial, d'un complexe scolaire (lycée et collège) et du mémorial en hommage aux victimes de l'explosion. Ce projet doit s'effectuer en plusieurs phases, au premier rang desquelles l'édification de 48 logements témoins sur le site adjacent à celui des 200 logements déjà construits. ■

Much of the new infrastructure currently going up in Brazzaville is on the banks of the Congo and in the city outskirts so as to cut a path for people to travel to the giant Kintélé stadium, where the 11th All Africa Games will take place this year, and its town, both under construction. From pylons in Talangaï, a viaduct in Case de Gaulle, to a rebuilt Mpila, Brazzaville is gearing up for the games.

A model of the planned new social housing in Mpila

Rebuilding Mpila

The state had begun work to modernise the Mpila district, which adjoins the Port of Brazzaville, several years ago. Quite a few social housing estates had already been built by the Chinese company BCEG before the violent explosion of a munitions depot on 4 March 2013 that left over 300 people dead. Since then, the government has ramped up its efforts to continue the development of this devastated area. Last August saw the start of a new development project with the planned construction of 764 homes, a shopping centre, a school complex (junior and senior high schools) and a memorial to the victims of the explosion. It will be carried out in several phases, the first of which consists of building 48 model homes on the site adjacent to the 200 homes already built. ■

DU PONT SUR LE DJOUÉ À KINTÉLÉ





Vue aérienne de la future université Denis Sassou N'Guesso

Aerial view of the new Denis Sassou-Nguesso University

Nouvelle ville de Kintélé

La nouvelle ville de Kintélé, située à une vingtaine de kilomètres sur les hauteurs de Brazzaville, au nord, est l'un des projets immobiliers contemporains les plus ambitieux de l'histoire du Congo. Près d'1,3 milliard d'euros doivent être réunis pour faire sortir de terre cette nouvelle cité, qui prenait déjà forme lors de notre passage sur ses nombreux sites en janvier dernier. L'entreprise marocaine EMT Bâtiment, filiale du groupe Alliances, y est chargée depuis novembre 2013 d'un programme de construction de 3 250 logements sociaux pour un investissement de 195 millions d'euros. Le site devra accueillir un pôle urbain avec complexe sportif, centre commercial, tribunal, mairie, hôtel... Le groupe italien Trevi, à la tête de plusieurs sociétés italiennes de BTP, participe également à l'effort de développement et prend en charge la réalisation d'un quartier entier de la ville pour une centaine de millions d'euros. Cette participation était d'ailleurs l'un des sujets discutés lors de la visite d'une mission italienne (ministres et patrons), à Brazzaville, en janvier dernier. ■

New town of Kintélé

Kintélé, a new town, is located 20 kilometres from the city centre in the heights of Brazzaville, to the north, and is one of the most ambitious contemporary construction projects in the history of Congo. Around 1.3 billion euros had to be leveraged before ground could be broken for this new town, which was already taking shape during our visit to its many sites in January. In November 2013 the Moroccan company EMT Bâtiment, a subsidiary of the Alliances group, was contracted for this programme to build 3,250 housing units for an investment of 195 million euros. The programme includes an urban centre with a sports complex, shopping centre, courthouse, town hall, and hotel. The Italian group Trevi, which heads up several Italian construction companies, is also involved in the development project and is undertaking the building of an entire district of the town for around a hundred million euros. This activity was one of the topics for discussion during an Italian mission (ministers and company CEOs) to Brazzaville in January. ■



Maquette de la future université Denis Sassou N'Guesso

A model of the new Denis Sassou-Nguesso University campus

Université Denis Sassou N'Guesso

Les édifices les plus impressionnants en remontant la future sortie nord de Brazzaville, entre la Route nationale 2 et le fleuve Congo, sont sans doute ceux de la nouvelle université Denis Sassou N'Guesso. Plus de vingt grues s'activent encore sur ce chantier colossal, où plusieurs bâtiments d'un blanc immaculé se dressent déjà les uns derrière les autres, dominant le fleuve Congo. Les travaux ont été lancés en 2012 par le groupe Unicon et devraient prendre fin cette année. L'université sera construite en deux phases, la première comprenant une bibliothèque, des bâtiments de résidence pour les étudiants et les professeurs, le restaurant universitaire (2 000 places à l'intérieur et 1 500 à l'extérieur), une piscine olympique couverte et une salle olympique de 50 m de long, un amphithéâtre de 2 000 places ou des centres commerciaux et médicaux. La seconde phase comprendra l'édification de plusieurs établissements d'enseignement, tels que l'École nationale polytechnique, l'École nationale de travaux publics ou les facultés des sciences humaines, des sciences économiques et des sciences de la santé. La surface totale de l'université à bâtir est d'environ 180 000 m². Elle aura une capacité d'accueil de 30 000 étudiants. De quoi désencombrer l'université Marien Ngouabi, qui devrait être réhabilitée dans les années à venir. ■

Denis Sassou-Nguesso University

The most impressive buildings going up along the planned northern Brazzaville city exit road, between the National Highway 2 and the Congo River are, without a doubt, those of the new Denis Sassou-Nguesso University. There are over 20 cranes still at work on this colossal project, where several immaculate white buildings are already lined up alongside each other, overlooking the Congo River. Work started in 2012 and is being carried out in two phases by Unicon, with completion scheduled for this year. The first phase includes a library, residential buildings for students and faculty, university restaurant (2,000 places inside and 1,500 outside), an indoor Olympic-size pool, a 50 metre sports hall, a 2,000-seat amphitheatre and shopping and medical centres. The second phase covers the construction of several educational institutions, such as the National Polytechnic School, the National School of Public Works and faculties of humanities, economics and health sciences. The 180,000 square metre campus, with a capacity of 30,000 students, will relieve the overcrowded Marien Ngouabi University, which is to be rehabilitated in the coming years. ■

Un stade flambant neuf pour les 11^{es} Jeux africains

Les superlatifs manquent également lorsque l'on évoque le stade de Kintélé, en cours de construction. C'est ce complexe sportif intégré, construit sur 80 000 hectares, qui doit accueillir cette année les 11^{es} Jeux africains. Il sera pour cela équipé d'un stade de 60 055 places, d'un palais des sports (10 000 places), d'un centre nautique (2 028 places), mais aussi d'un village olympique, d'un héliport, d'hôtels, d'un centre média et administratif ou encore d'un centre d'exposition. Le toit du stade domine le fleuve Congo depuis ses cinquante mètres de haut. China State Corporation and Equipment Company (CSCEC), Zhengwei Technique Congo et Sinohydro ont remporté les appels d'offres liés avec ces infrastructures, dont le coût total s'élève à 379,845 milliards de FCFA. Les travaux sont contrôlés par l'ingénieur-conseil français Socotec International. ■

Projection du futur stade de Kintélé



Model of the new Kintélé Stadium

A brand new stadium for the 11th all Africa Games

The Kintélé stadium is a multi-sports complex built on 80,000 hectares to host this year's 11th All Africa Games. It comprises a 60,055-seat football stadium, a 10,000-capacity sports arena, a 2,028-seat aquatic centre, as well as an Olympic Village, heliport, hotels, media and administrative centre and an exhibition centre. The 50-metre high stadium roof overhangs the Congo River. The China State Corporation and Equipment Company (CSCEC), Zhengwei Technique Congo and Sinohydro are carrying out the work for a total cost of 379.845 billion CFA francs, supervised by French consulting engineers Socotec International. ■

The Kintélé stadium, under construction, is one of the most impressive sports complexes in Africa

Retour à... Moundzéli

À chaque numéro, *Reflét* vous fait découvrir une infrastructure récemment livrée et la manière dont son public se l'est appropriée.



Une nouvelle école pour le village

En République du Congo, il n'est pas rare que les entreprises à l'œuvre dans le cadre de travaux d'infrastructures soient également amenées par leur cahier des charges à réaliser des infrastructures sociales. C'est dans ces conditions que China Road and Bridge Corporation (CRBC) a été sollicitée en 2013 pour réaliser une école primaire à Moundzéli, un village situé dans le département de la Cuvette, à une vingtaine de kilomètres au nord d'Owando. Depuis 2012, CRBC réalisait les travaux d'aménagement et de bitumage du tronçon de la Route nationale 2 Mambili-Ouessou (199 km) pour un coût de 129 milliards de FCFA. Elle avait déjà réalisé le tronçon Mambili-Makoua-Owando (126 km), mis en service en 2012.

Le corps enseignant de cette zone reculée dit avoir été ravi de réceptionner l'ouvrage. Situé en bordure de la Nationale 2, il a même permis de sauver le Collège d'enseignement général (CEG) situé de l'autre côté de la route. « Le collège était et reste dans un état de décrépitude », indique son directeur, Bidéde Simon Rigobert, tout en faisant la visite d'un bâtiment décati, sans toit. Une seule classe, celle de troisième, y étudie encore dans une pièce qui manque de tables-bancs. Dans ces conditions, les enfants de l'école primaire ont intégré leur nouvelle infrastructure tout en laissant l'ancienne aux collégiens.

Des postes d'enseignant à pourvoir

Reste un nouveau défi : « Les murs de l'école suintent à cause des milliers de chauves-souris qui ont trouvé refuge entre le toit en tôle et le plafond », explique M. Ombélé Jean-Roger, son directeur. Outre le bruit émis par les petits mammifères, leur urine dégage une odeur de moins en moins supportable pour les enfants. « On nous a proposé de vaporiser de l'insecticide, mais nous avons refusé par crainte de la pollution et que les animaux finissent de toute façon par revenir. L'inspecteur de l'enseignement nous a de son côté suggéré d'enlever tout le plafond, ce que le comité de village va sans doute décider de faire. »

Le collège Ahoue Elanga de Moundzéli manque encore d'enseignants dans plusieurs spécialités, mais cela ne l'a pas empêché de redevenir l'année passée un centre d'examen, ce qu'il n'avait plus été depuis longtemps. 29 collégiens sur 49 ont été admis au BEPC. Assidus, les enfants, qui viennent à pied, en vélo ou en cyclomoteur depuis une dizaine de kilomètres alentour, étudient de 8 h à 13 h. En lien avec des ONG, et quand elle a été livrée, l'école leur permet parfois de déjeuner sur les lieux. ■



Return to... Moundzéli

The village gets a new school

In the Republic of Congo, it is not uncommon for construction companies involved in infrastructure projects to also be called upon to build social infrastructure. It is in this context that, in 2013, the China Road and Bridge Corporation (CRBC) was asked to build a primary school in Moundzéli, a village in the county of Cuvette, about 20 kilometres north of Owando. Since 2012, the CRBC has been carrying out road works and asphaltting of the Mambili-Ouessou section of the National Highway 2 (199 km) at a cost of 129 billion CFA francs. The CRBC had already completed the Mambili-Makoua-Owando section (126 km), which came into service in 2012.

The teaching staff in this remote area were delighted with this new primary school. Located along the National Highway 2, it even saved the General Junior High School on the other side of the road. "The junior high school was, and remains, in a state of disrepair," said its principal, Bidédé Simon Rigobert, showing visitors a decrepit building with no roof. Only one class, Standard 7, is still being taught at the school, in a classroom with no desks and chairs. Under these conditions, the primary school children were moved to their new school, leaving the old infrastructure to the junior high pupils.

Teaching posts available

A new challenge remains to be met at the new school. "The walls are damp because of the thousands of bats that have taken refuge between the corrugated iron roof and the ceiling," says Jean-Roger Ombélé, the principal. "In addition to the noise emitted by these small mammals, their urine gives off an odour that is intolerable for the children." There have been offers to spray the building, but we refused for fear of pollution and because the bats would just come back anyway. The school board has suggested removing the entire ceiling, which is what the village committee will probably decide to do."

The Ahoue Elanga Junior High School in Moundzéli is still short of teachers in many subjects, but that did not prevent it from once again becoming an examination centre last year, a role the school has not been able to play for a long time. Out of the 49 junior high pupils, 29 made it into the BEPC (junior certificate) year. Diligent children come from 10 km away, on foot and by bike or moped, to study from 8 am to 1 pm. The school is sometimes able to serve lunch, with the help of NGOs, and when it is able to be delivered. ■



In every issue of *Reflét*, readers are given a tour of a new infrastructure and shown how the general public have appropriated it.

NOUS AVONS CONSTATÉ QUE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SORT UN PEU TROP LA! ON LE VOIT UN PEU PARTOUT DANS DES CÉRÉMONIES D'INAUGURATION. ON L'A VU A OKOYO, RECENTMENT AU MARCHÉ TOTAL ET DERNIÈREMENT AU RECTORAT



OUI, SIMPLEMENT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST EN TRAIN D'INAUGURER LES OUVRAGES POUR LESQUELS IL A LANCÉ LES TRAVAUX.

AU FAIT, TONTON EYAND, NOUS AVONS EFFECTIVEMENT CONSTATÉ QU'IL N'A AUCUN MOMENT DE REPÏT.



OUI, DE "LA NOUVELLE ESPÉRANCE" AU "CHEMIN D'AVENIR", IL N'A FAIT QUE LANCER LES TRAVAUX. AUJOURD'HUI, IL EST EN TRAIN DE RÉCOLTER CE QU'IL A SEMÉ, ET C'EST DE LA BONNE MOISSON PARCEQUE CES OUVRAGES CONDUISENT NOTRE PAYS SUR LE CHEMIN DE L'ÉMERGENCE



MAÏS, LE CONGO NE S'ARRÊTE PAS QU'A OUESSO. IL YA AUSSI IMPEFONDO DANS LA LIKOUALA!



OUI, RETENEZ QUE LA VISION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST DE PROLONGER CETTE ROUTE JUSQU'AU DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA POUR QUE CELLE-CI DÉBOUCHE SUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAÏNE.

L'ÉMERGENCE? TU PARLES DÉJÀ DE L'ÉMERGENCE?



OUI, SACHEZ QU'IL YA DES AVANCÉES SIGNIFICATIVES SUR CETTE TRAJECTOIRE. LES EXEMPLES SONT LÉGIÏNS: IL YA LA ROUTE POINTE-NOÏRE-BRAZZAVILLE DONT LE DERNIER TRONÇON SERA LIVRÉ EN FIN 2015. CETTE ROUTE QUI'IRA JUSQU'A OUESSO, EST L'ÉPINE DORSALE DE L'ÉCONOMIE DE NOTRE PAYS. A CÔTÉ, IL YA AUSSI LA RÉALISATION DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES.

NOUS ACCEPTONS QUE C'EST UNE BONNE CHOSE. DONC C'EST UNE AUTRE ROUTE SOUS-RÉGIONALE QUI S'AJOUTE A CELLES QUI EXISTENT DÉJÀ?



JUSTEMENT, TU AS COMPRIS. NOUS AVONS BESOIN DE CES ROUTES SOUS-RÉGIONALES POUR DES ÉCHANGES COMMERCIAUX INTER-ÉTATS. A L'EXEMPLE DES ROUTES OKOYO-LÉKETÏ-FRONTIÈRE GABON, KETTA-DJOUM-MBIËSSI, DOLÏSÏ-DOUSSALA, ROUTE PONT-RAÏL ENTRE BRAZZAVILLE ET KINSHASA. ET, DANS LE CADRE DE LA MUNICIPALISATION ACCÉLÉRÉE DE LA SANGHA, LE GOUVERNEMENT EST EN TRAIN DE VOIR LA POSSIBILITÉ DE RELIER LE CONGO AU CAMÉROUIN PAR LA ROUTE MABONGO

OUAAAHH!!!



EN UN MOT, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST EN TRAIN DE POSER LES JALONS DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE ET DE L'OUVERTURE DU CONGO AU RESTE DU MONDE, GAGE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉMERGENCE.



Nous vous offrons le monde au départ de Brazzaville

